



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 MARS 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

559

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que J. A. Proc.-Général. } Gravel, J. B. Lafleur, L. O. Héту, H. P. Pepin et L. W. Sicotte, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Montréal, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd MARCH, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

560

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS J. A. Atty.-General. } Gravel, J. B. Lafleur, L. O. Héту, H. P. Pepin and L. W. Sicotte, duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the roman catholic diocese of Montreal, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a procès-verbal of their proceedings, by which they describe and declare the limits and

Limites et bornes de cette partie de la paroisse de Saint-Roch de L'Achigan, dans le comté de L'Assomption, dans le dit diocèse catholique romain de Montréal, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Roch de L'Achigan, et d'annexer à la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de L'Assomption, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout le territoire formant partie de la concession nord-ouest du ruisseau Saint-Jean, formé des lots compris entre le lot No 616 et le lot No 646, ces deux lots inclus du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de L'Achigan ; borné vers le nord-ouest par la paroisse de Saint-Esprit, vers le sud-est par la concession Côte Nord de la rivière Achigan, vers le sud-ouest par la paroisse de Saint-Lin, et vers le nord-est par la ligne séparative des lots Nos. 646 et 647 du dit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch de L'Achigan, et contenant une superficie de mille cinq cent soixante-dix-sept arpents environ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINT-ROCH DE L'ACHIGAN, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de SAINT-ROCH DE L'ACHIGAN, et annexée à la paroisse de SAINT-LIN.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de SAINT-ROCH DE L'ACHIGAN, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de SAINT-ROCH DE L'ACHIGAN, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-LIN.

Et par les présentes, nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINT-ROCH DE L'ACHIGAN, fera partie de la dite paroisse de SAINT-LIN, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

1037

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

No 222.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, comté de Richelieu, le territoire ci-après désigné, savoir : à partir du haut des limites de la ville de Sorel jusqu'au Nos 151 et 200 inclusivement, du

boundaries of that certain part of the parish of Saint Roch de L'Achigan, in the county of L'Assomption, in the said roman catholic diocese of Montreal, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Roch de L'Achigan, and to be annexed to the parish of Saint Lin, in the county of L'Assomption, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory forming part of the concession north west of the Ruisseau Saint Jean, made up of the lots comprised between the lot No. 616 and the lot No. 646, these two lots included of the official cadastre of the parish of Saint Roch de L'Achigan ; bounded on the north west by the parish of Saint Esprit, on the south east by the concession Côte Nord of the river Achigan, on the south west by the parish of Saint Lin, and on the north east by the dividing line of lots Nos 646 and 647 of the said official cadastre of the parish of Saint Roch de L'Achigan, and containing an area of one thousand five hundred and seventy-seven arpents about.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINT ROCH DE L'ACHIGAN, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of SAINT ROCH DE L'ACHIGAN, and to be and remain annexed to the parish of SAINT LIN.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said parts of the parish of SAINT ROCH DE L'ACHIGAN, above described, to be and remain detached from the said parish of SAINT ROCH DE L'ACHIGAN, and to be and remain annexed to the said parish of SAINT LIN.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINT ROCH DE L'ACHIGAN, to be hereafter part of the said parish of SAINT LIN, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

1038

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

Government Notice

No. 222.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Of application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Sainte Anne de Sorel, county of Richelieu, the territory hereinafter described, to wit : starting from the upper end of the limits of the town of Sorel to Nos. 151 and 200 in-

cadastre de la paroisse de Sainte Anne de Sorel, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Anne de Noue."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1900.

Les avis publiés les 10 et 17 février derniers sont nuls. 985

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir : Adj. 6877.

Calumet Island.

Lots 31 et 32, du 5ème rang, à G. W. Osborne.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 22 février 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir : Adj. 6878.

Doncaster.

Lot 2, du 2e rang, à Gédéon Cloutier.

Morin.

Lot 38, du 10e rang, à Roch Thérien.

Lot 42, du 11e rang, à Ant. Beaudry.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 27 février 1900. 979

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORETS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 27 janvier 1900.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaires des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MERCREDI, 28 MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m.

clusively, of the cadastre of the parish of Sainte Anne de Sorel, and to erect it into a distinct school municipality by the name of "Sainte Anne de Noue."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1900.

The notices published on the 10th and 17th February last are null. 986

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forest and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz : Adj. 6877.

Calumet Island.

Lots 31 and 32, in the 5th range, to G. W. Osborne.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 22nd February, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz : Adj. 6878.

Doncaster.

Lot 2, in the 2nd range, to Gédéon Cloutier.

Morin.

Lot 38, in the 10th range, to Roch Thérien.

Lot 42, in the 11th range, to Ant. Beaudry.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 27th February, 1900. 980

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 27th January, 1900.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Québec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on WEDNESDAY, the 28th day of MARCH next, at ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m.

Bloc A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m. ; rang 2 : $\frac{1}{2}$ N. No 12.

Rivière Ottawa.—No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 596, 19 m. ; No 57, Stag Creek, 8 m. ; No 400, lac Témiscamingue, 12 $\frac{1}{2}$ m. ; No 428, lac Témiscamingue, 25 m. ; No 366, Rivière Noire, 9 m.

Rivière Gatineau.—No 626, 35 m. ; No 622, 30 m. ; No 618, 46 m. ; No 617, 56 m. ; No 616, 35 $\frac{1}{2}$ m. ; No 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No 623, 46 $\frac{1}{2}$ m. ; No 621, 59 $\frac{1}{2}$ m. ; No 620, 32 m. ; No 619, 41 $\frac{1}{2}$ m. Toute cette partie des limites Nos 2, 3, 4, 7, 8, 14, 22, 16, 43, 47, 52, 54, 55, contenant une superficie d'environ 245 milles, spécialement indiquée sur une carte du Département des Terres, Forêts et Pêcheries, dont copie se trouve au bureau des bois à Hull. Rivière Gatineau, 87 A, 11 m.

Ottawa Inférieure.—Rivière du Lièvre, branche N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; rivière du Lièvre, branche N. E., No 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lac Némiskachingue, 25 m. ; canton Wentworth, No 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Arrière Manouan A. S., 40 m. ; Arrière Vermillion 7 N., 40 m. ; Arrière Vermillion B. N., 45 m. ; Arrière Saint-Maurice C, 25 m. ; Arrière Saint-Maurice D, 42 m. ; Arrière Saint-Maurice E, 50 m. ; Arrière Flamand 1 Nord, 26 m. ; Arrière Flamand 2 Nord, 50 m. ; Arrière Manouan 2 Sud, 44 m. ; Manouan 3 Nord, 35 m. ; Arrière Manouan 3 Nord, 30 m. ; Arrière Manouan 4 Nord, 30 m. ; Manouan 4 Nord, 50 m. ; Manouan 5 Sud, 50 m. ; Manouan 9 Sud, 35 m. ; Arrière Manouan C Nord, 50 m. ; Arrière Manouan D Nord, 50 m. ; Pierriche 1 Est, 35 m. ; Ile Bostonnais, 10 m. ; Bostonnais moitié 2 Nord, 25 m. ; Bostonnais 3 Nord, 41 m. ; Rivière Saint-Maurice No 12 Est, 40 m. ; Rivière Saint-Maurice No 13 Est, 73 m. ; Rivière Windigo : No 1 Est, 50 m. ; No 2 Est, 50 m. ; No 3 Est, 50 m. ; No 4 Est, 50 m. ; No 5 Est, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No 1 Ouest, 42 m. ; No 2 Ouest, 54 m. ; No 3 Ouest, 55 m. ; No 4 Ouest, 57 m. ; Rivière Grande Pierriche No 1, 42 m. ; Rivière Petite Pierriche, No 1, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière Petite Pierriche No 2, 50 m. ; Rivière Windigo branche N. E., No 1, 47 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière Windigo, branche N. E., No 2, 40 m. ; Rivière Trèche : No 3 Ouest, 50 m. ; No 4 Ouest, 50 m. ; No 5 Ouest, 62 m. ; No 6 Ouest, 50 m. ; No 3 Est, 50 m. ; No 4 Est, 50 m. ; No 5 Est, 59 m. ; No 6 Est, 59 m. ; Rivière Croche No 5 Ouest, 46 m. ; Rivière Croche No 5 Est, 50 m. ; Rivière Croche 6, 16 $\frac{1}{2}$ m. ; Arrière Mattawin No 3 Sud, 50 m.

Gaspé Centre.—Arrière Dartmouth Nord, 35 m. ; blocs 12 et résidu de 10, 11, 14 et 15, 22 m. ; résidu des blocs 15 et 17, 10 m. ; blocs 13, 23 et 24, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; bloc 21, 8 m. ; bloc 22, 8 m. ; blocs 25 et 26, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; bloc 27, 8 m. ; bloc 28, 8 m. ; bloc 29, 8 m. ; bloc 30, 8 $\frac{1}{2}$ m. ; blocs 35 et 36, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; résidu des blocs 34 et 39, 14 5/32 m. ; bloc 33, 8 m. ; blocs 37, 47 et 48, 11 1/5 m. ; résidu bloc 41, 5 m. ; résidu des blocs 49, 50, 51, 45, 46 et 52, 14 m. ; résidu des blocs 59, 60, 61 et 62, 16 m. ; résidu des blocs 56, 57 et 58, 16 m. ; Baie de Gaspé Sud, 11 m. ; canton York No 1, 10 m. ; canton York No 2, 36 m. ;

Bonaventure Ouest.—Rivière Escuménac Nord No 1, 12 m. ; Lac Patapédia, 33 m. ; Rivière Nouvelle No 1, 50 m. ; Rivière Nouvelle No 2, 50 m. ; Rivière Nouvelle No 4, 16 m. ; Rivière Nouvelle No 5, 11 m. ; Rivière Nouvelle No 6, 15 m. ; Grande Caspédia : No 1, 14 $\frac{1}{2}$ m. ; No 2, 21 m. ; No 3, 21 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; No 6, 33 $\frac{1}{2}$ m. ; No 7, 18 m. ; Turner's Brook, 32 m. ; Joshua Brook, 27 m. ; Petite Caspédia : No 1, 15 m. ; No 2, 28 m. ; canton Mann : No 1, 4 $\frac{1}{2}$ m. ; No 2, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; No 3, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; No 4, 4 $\frac{1}{2}$ m. ; No 5, 6 m. ; Clarke's Brook No 2, 4 m. ; Flatlands Brook No 2,

Bloc A, range 4th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m.

Bloc A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No. 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m. ; range 2 : $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m.

Ottawa River.—No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 100, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 596, 19 m. ; No 57, Stag Creek, 8 m. ; No 400, Lake Temiscamingue, 12 $\frac{1}{2}$ m. ; No 428, Lake Temiscamingue, 25 m. ; No 366 Black River, 9 m.

Gatineau River.—No 626, 35 m. ; No 622, 30 m. ; No 618, 46 m. ; No 617, 56 m. ; No 616, 35 $\frac{1}{2}$ m. ; No 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No 623, 46 $\frac{1}{2}$ m. ; No 621, 59 $\frac{1}{2}$ m. ; No 620, 32 m. ; No 619, 41 $\frac{1}{2}$ m. All that portion of limits Nos 2, 3, 4, 7, 8, 14, 22, 16, 43, 47, 52, 54, 55, covering an area of about 245 miles specially indicated on a map of record in the Département de Lands, Forests and Fisher copies of which are deposited in the Crown timber office at Hull. River Gatineau, 87 A, 11 m.

Lower Ottawa.—Rivière du Lièvre, Branch N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière du Lièvre, Branch N. E., No 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lake Némiskachingue, 25 m. ; township Wentworth No. 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Rear Manouan A. S., 40 m. ; Rear Vermillion 7 N., 40 m. ; Rear Vermillion B. N., 45 m. ; Rear Saint Maurice C, 25 m. ; Rear Saint Maurice D, 42 m. ; Rear Saint Maurice E, 50 m. ; Rear Flamand 1 North, 26 m. ; Rear Flamand 2 North, 50 m. ; Rear Manouan 2 South, 44 m. ; Manouan 3 North, 35 m. ; Rear Manouan 3 North, 30 m. ; Rear Manouan 4 North, 30 m. ; Manouan 4 North, 50 m. ; Manouan 8 South, 50 m. ; Manouan 9 South, 35 m. ; Rear Manouan C North, 50 m. ; Rear Manouan D North, 50 m. ; Pierriche 1 East, 35 m. ; Bostonnais Island, 10 m. ; half Bostonnais 2 North, 25 m. ; Bostonnais 3 North, 41 m. ; River Saint Maurice No 12 East, 40 m. ; River Saint Maurice No 13 East, 73 m. ; River Windigo No 1 East, 50 m. ; No 2 East, 50 m. ; No 3 East, 50 m. ; No 4 East, 50 m. ; No 5 East, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No 1 West, 42 m. ; No 2 West, 54 m. ; No 3 West, 55 m. ; No 4 West, 57 m. ; River Grande Pierriche No 1, 42 m. ; River Petite Pierriche, No 1, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; River Petite Pierriche No 2, 50 m. ; River Windigo branch N. E., No 1, 47 $\frac{1}{2}$ m. ; River Windigo, branch N. E., No 2, 40 m. ; River Trèche No 3 West, 50 m. ; No 4 West, 50 m. ; No 5 West, 62 m. ; No 6 West, 50 m. ; No 3 East, 50 m. ; No 4 East, 50 m. ; No 5 East, 59 m. ; No 6 East, 59 m. ; Rivière Croche, No 5 West, 46 m. ; Rivière Croche, No 5 East, 50 m. ; Rivière Croche 6, 16 $\frac{1}{2}$ m. ; Rear Mattawin No. 3 South, 50 m.

Gaspé Centre.—Rear Dartmouth North, 35 m. ; blocks 12 and residue of 10, 11, 14 and 15, 22 m. ; residue of blocks 15 and 17, 10 m. ; blocks 13, 23 and 24, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; block 21, 8 m. ; block 22, 8 m. ; blocks 25 and 26, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; block 27, 8 m. ; block 28, 8 m. ; block 29, 8 m. ; block 30, 8 $\frac{1}{2}$ m. ; blocks 35 and 36, 10 $\frac{1}{2}$ m. ; residue of blocks 34 and 39, 14 5/32 m. ; block 33, 8 m. ; blocks 37, 47 and 48, 11 1/5 m. ; Residue of block 41, 5 m. ; residue of blocks 49, 50, 51, 45, 46 and 52, 14 m. ; residue of blocks 59, 60, 61 and 62, 16 m. ; residue of blocks 56, 57 and 58, 16 m. ; Gaspé Bay South, 11 m. ; township York No 1, 10 m. ; township York No 2, 36 m.

Bonaventure West.—River Escuménac North No 1, 12 m. ; Lac Patapédia, 33 m. ; River Nouvelle No 1, 50 m. ; River Nouvelle No 2, 50 m. ; River Nouvelle No 4, 16 m. ; River Nouvelle No 5, 11 m. ; River Nouvelle No 6, 15 m. ; Grande Caspédia : No 1, 14 $\frac{1}{2}$ m. ; No 2, 21 m. ; No 3, 21 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; No 6, 33 $\frac{1}{2}$ m. ; No 7, 18 m. ; Turner's Brook, 32 m. ; Joshua Brook, 27 m. ; Petite Caspédia : No 1, 15 m. ; No 2, 28 m. ; township Mann No 1, 4 $\frac{1}{2}$ m. ; No 2, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; No 3, 3 $\frac{1}{2}$ m. ; No 4, 4 $\frac{1}{2}$ m. ; No 5, 6 m. ; Clarke's Brook No. 2, 4 m. ; Flatlands Brook No. 2,

3½ m.; canton Ristigouche, 2 7/10 m.; Rivière André, branche Ouest No 2, 3½ m.; Petite Rivière, milieu Ouest, 11½ m.; Stuart Brook: No 1, 1½ m.; No 2, 10½ m.; Rivière Skimenac, branche Ouest, 5½ m.; Rivière Skimenac, branche Sud, 9½ m.; canton Angers No 2, 8 m.; Mann Brook Est, 7 m.; canton Carleton No 5, 3½ m.; canton Nouvelle No 2 Ouest, 7½ m.; Rivière Patapédia No 1 Est, 28 m.; Ruisseau Tom Ferguson, 33 m.; Indian Brook 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.; canton Matapédia No 1, 28 m.

Lac Saint-Jean centre.—Canton Caron No 1, 5 m.; canton Caron No 2, 8½ m.; canton Taillon No 44, 27½ m.; canton Dequen No 152, 8 m.; canton Dequen No 153, 16 m.

Lac Saint-Jean Ouest.—2e rang: No 5, 35 m.; No 7, 23½ m.; No 8, 25 m.; 3e rang: No 5, 34 m.; No 6, 30 m.; No 9, 26½ m.; canton Charlevoix No 1, 12½ m.; canton Dolbeau No 1, 18 m.; Rivière Peribonka, No 125, 40 m.; Rivière Peribonka, No 127, 50 m.; canton Ross No 3, 9 m.; No 4, 21 m.; No 5, 24 m.

Lac Saint-Jean Nord-Ouest.—1er rang: No 1, 41 m.; 2e rang: No 2, 22 m.; 3e rang: No 2, 19 m.; 4e rang: No 1, 33 m.

Lac Saint-Jean Est.—Canton Laterrière No 1, 4 m.; No 18, sud du lac Kenogami, 16 m.; canton Boileau, 23 m.

Gaspé Ouest.—Canton Duchesnay Est, 30 milles; canton Duchesnay Ouest, 37 milles; canton Christie Est, 23½ milles; canton Christie Ouest, 31 milles; canton Tourelle Est, 42 milles; canton Tourelle Ouest, 32 milles.

Rimouski Est.—Canton Saint-Denis, 14 m.; canton McNider, No 4, 5½ m.; canton Matane, No 3, 6½ m.

Grandville.—Canton Chabot, No 1, 11½ m.; canton Chabot, No 2, 6 m.; Rivière Noire, No 47, 33½ m.

Montmagny.—Canton Mailloux, No 2, 2 7/10 m.; Rolette et Roux sud, 8 1/5 m.; canton Bellechasse, 8 m.

Gaspé Est.—Rivière Port Daniel Centre, 12 m.; seigneurie de Pabos, 10 m.; canton Rameau No 2, 21 m.

Bonaventure Est.—Rivière Bonaventure No 3, 50 m.; Arrière Rivière Bonaventure No 1, 28 m.; Arrière Rivière Bonaventure No 2, 32 m.

Rimouski Ouest.—Canton Neigette No 1, 11 m.; canton Neigette No 2, 8 m.; Arrière rivière Métis Est, 18½ m.; Arrière Mistigouèche, 35 m.; canton Macpès No 4, 1¼ m.; canton Macpès No 5, 4¼ m.; canton Macpès No 6, 7 m.; canton Bédard No 1, 16½ m.; canton Bédard No 2, 27 m.; canton Chénier No 1, 40 m.; canton Chénier No 2, 45 m.; rivière Jean Levesque, B, 17½ m.

Vallée de la Matapédia.—McNider, No 5, 2 m.; rivière Humqui, A, 18 m.; ruisseau Sauvage C, 18 m.; ruisseau Milniké D, 10 m.; ruisseau Meadow E, 1½ m.; ruisseau Meadow F, 18¾ m.; ruisseau Meadow G, 25 m.; ruisseau Meadow H, 16 m.; canton Humqui No 1, 7½ m.; canton Humqui No 2, 2½ m.

Saint-Charles.—Rivière Petite Pikauba, 104 m.; rivière Cyrac et Boisvert, 35 m.; rivière Pikauba ou Chicoutimi, 240 m.

Saguenay.—Canton Arnault, 30 m.; canton Iberville, No 2, 2 m.; Rivière Amédée, 50 m.; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint-Laurent Ouest, 30 m.; Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m.; Rivière Saint-Nicolas, 30 m.; Rivière au Bouleau: No 1, 32 m.; No 2, 20 m.; No 3, 26 m.; No 4, 28 m.; No 5, 30 m.; No 6, 29 m.; Rivière Tortue, No 1, 26 m.; No 2, 18 m.; No 3, 28 m.; No 4, 30 m.; No 5, 34 m.; No 6, 29 m.; No 7, 26 m.; Rivière Saint-Jean, No 5, 20 m.; No 6, 20 m.; No 7, 12 m.; No 8, 12 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 22 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m.; Rivière Saint-Jean, Branche Est No 3, 20 m.; Rivière au Saumon, No 1, 34 m.; Rivière Chambers, No 1, 44 m.; Rivière Portneuf: No 1 est, 50 m.; No 2

3½ m.; township Ristigouche, 2 7/10 m.; River André, West branch No. 2, 3½ m.; Little River, west middle, 11½ m.; Stuart Brook No. 1, 1½ m.; No. 2, 10½ m.; River Skimenac, west branch, 5½ m.; River Skimenac, south branch, 9½ m.; township Angers No. 2, 8 m.; Mann Brook east, 7 m.; township Carleton No. 5, 3½ m.; township Nouvelle No. 2 west, 7½ m.; River Patapédia, No. 1 east, 28 m.; Tom Ferguson's Brook, 33 m.; Indian Brook 56 m.; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.; township Matapédia No. 1, 28 m.

Lake Saint John en cr.—Township Caron No 1, 5 m.; township Caron No. 2, 8½ m.; township Taillon No. 44, 27½ m.; township Dequen, No. 152, 8 m.; Township Dequen No. 153, 16 m.

Lake Saint John West.—2nd range: No. 5, 35 m.; No. 7, 23½ m.; No. 8, 25 m.; 3rd range: No. 5, 34 m.; No. 6, 30 m.; No. 9, 26½ m.; township Charlevoix No. 1, 12½ m.; township Dolbeau No. 1, 18 m.; Peribonka River, No. 125, 40 m.; Peribonka River No. 127, 50 m.; township Ross No. 3, 9 m.; No. 4, 21 m.; No. 5, 24 m.

Lake Saint John North West.—1st range: No. 1, 41 m.; 2nd range: No. 2, 22 m.; 3rd range: No. 2, 19 m.; 4th range: No. 1, 33 m.

Lake Saint John East.—Township Laterrière No. 1, 4 m.; No. 18, South of Kenogami Lake, 16 m.; township Boileau, 23 m.

Gaspé West.—Township Duchesnay East, 30 miles; township Duchesnay West, 37 miles; township Christie East, 23½ miles; township Christie West, 31 miles; township Tourelle East, 42 miles; township Tourelle West, 32 miles.

Rimouski East.—Township Saint Denis, 14 m.; township McNider, No. 4, 5½ m.; township Matane, No. 3, 6½ m.

Grandville.—Township Chabot, No. 1, 11½ m.; township Chabot, No. 2, 6 m.; Black River, No. 47, 33½ m.

Montmagny.—Township Mailloux, No. 2, 2 7/10 m.; Rolette and Roux south, 8 1/5 m.; township Bellechasse, 8 m.

Gaspé East.—River Port Daniel Centre, 12 m.; seigniorie of Pabos, 10 m.; township Rameau No. 2, 21 m.

Bonaventure East.—River Bonaventure No. 3, 50 m.; Rear River Bonaventure No. 1, 28 m.; Rear River Bonaventure No. 2, 32 m.

Rimouski west.—Township Neigette, No. 1, 11 m.; township Neigette, No. 2, 8 m.; Rear Métis river east, 18½ m.; Rear Mistigouèche, 35 m.; township Macpès, No. 4, 1¼ m.; township Macpès, No. 5, 4¼ m.; township Macpès, No. 6, 7 m.; township Bédard, No. 1, 16½ m.; township Bédard, No. 2, 27 m.; township Chénier, No. 1, 40 m.; township Chénier, No. 2, 45 m.; river Jean Levesque, B, 17½ m.

Matapédia Valley.—McNider, No. 5, 2 m.; Humqui river, A, 18 m.; Indian Brook, C, 18 m.; Milniké brook, D, 10 m.; Meadow brook, E, 1½ m.; Meadow brook, F, 18¾ m.; Meadow brook, G, 25 m.; Meadow brook, H, 16 m.; Humqui township, No. 1, 7½ m.; Humqui township, No. 2, 2½ m.

Saint Charles.—Little river Pikauba, 104 m.; rivers Cyrac and Boisvert, 35 m.; river Pikauba or Chicoutimi, 240 m.

Saguenay.—Township Arnault, 30 m.; township Iberville, No 2, 2 m.; River Amédée, 50 m.; Rivers à la Chasse et aux Anglais, 34 m.; Saint Laurent West, 30 m.; Rivers Mistassini and Sheldrake, No. 1, 32½ m.; River Saint Nicolas, 30 m.; River au Bouleau, No. 1, 32 m.; No. 2, 20 m.; No. 3, 26 m.; No. 4, 28 m.; No. 5, 30 m.; No. 6, 29 m.; River Tortue, No. 1, 26 m.; No. 2, 18 m.; No. 3, 28 m.; No. 4, 30 m.; No. 5, 34 m.; No. 6, 29 m.; No. 7, 26 m.; River Saint Jean No. 5, 20 m.; No. 6, 20 m.; No. 7, 12 m.; No. 8, 12 m.; River Saint Jean, East Branch, No. 1, 22 m.; River Saint Jean, East Branch, No. 2, 18 m.; River Saint Jean, East Branch, No. 3, 20 m.; River au Saumon, No. 1, 34 m.; River Chambers, No. 1, 44 m.; River Portneuf, No. 1 est, 50 m.; No. 2 East, 50 m.;

est, 50 m. ; No. 3 est, 50 m. ; No 4 est, 50 m. ; No 1 ouest, 50 m. ; No 2 ouest, 50 m. ; No 3 ouest, 50 m. ; No 4 ouest, 50 m. ; Rivière Manicouagan No 3, 24 m. ; No 4, 27 m. ; No 6, 58 m. ; Saguenay Ouest No 1 A, 10 m. ; rivière Romaine 400 m. ; rivière Mingun, 250 m. ; rivière Manitou No 3 Est, 32 m. ; rivière Pigou No 1, 26 m. ; rivière Pigou No 2, 26 m. ; rivière Magpie No 1, 32 m. ; No 2, 32 m. ; No 3, 32 m. ; No 4, 32 m. ; No 5, 32 m. ; No 6, 32 m. ; No 7, 32 m. ; No 8, 32 m. ; rivière Jupitagan, 24 m. ; rivière au Tonnerre, 24 m. ; rivière Malbaie No 2, 16 m. ; No 3, 30 m. ; No 4, 31 m. ; No 5, 30 m. ; No 6a, 22 m. ; No 7a, 40 m. ; No 8, 33 m. ; No 9, 30 m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,

517-6

Forêts et Pêcheries.

EXTRAITS DES REGLES ET RÈGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur.—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal

No. 3 Est, 50 m. ; No. 4 East, 50 m. ; No. 1 West, 50 m. ; No. 2 West, 50 m. ; No. 3 West, 50 m. ; No. 4 West, 50 m. ; River Manicouagan, No. 3, 24 m. ; No. 4, 27 m. ; No. 6, 58 m. ; Saguenay West, No. 1 A, 10 m. ; river Romaine, 400 m. ; river Mingun, 250 m. ; river Manitou No. 3 East, 32 m. ; river Pigou No. 1, 26 m. ; river Pigou No. 2, 26 m. ; river Magpie No. 1, 32 m. ; No. 2, 32 m. ; No. 3, 32 m. ; No. 4, 32 m. ; No. 5, 32 m. ; No. 6, 32 m. ; No. 7, 32 m. ; No. 8, 32 m. ; Jupitagan, 24 m. ; river au Tonnerre, 24 m. ; river Malbaie No. 2, 16 m. ; No. 3, 30 m. ; No. 4, 31 ; No. 5, 30 m. ; No. 6a, 22 m. ; No. 7a, 40 m. ; No. 8, 33 m. ; No. 9, 30 m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,

518

Forests and Fisheries

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar right or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act.—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there

ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, demandant à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

555

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté

be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. O.

556

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three

Après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou contenant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts,

weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatsoever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rules, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 500 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit assenti par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront revués par ceux qui en demanderont la permission et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée législative.

557

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa session, pour obtenir un acte autorisant le bureau de la province de Québec, à admettre Louis S. Margolese, de la cité et du district de Montréal, au nombre de ses membres après examens.

JOS. BARNARD,
Procureur du requérant.

Montréal, 17 janvier 1900.

603.5

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to whom such bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reported at their expense before the Private Bills Committee passes upon such cases.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

558

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Québec, at its session, for an act to authorize the bar of the province of Québec, to admit Louis S. Margolese, of the city and district of Montreal, among its members after passing the examinations.

JOS. BARNARD,
Solicitor for petitioner.

Montreal, 17th January, 1900.

604

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite, par Horace J. Beemer, à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour la passation d'un acte afin d'obtenir certaines modifications dans la loi de la province de Québec, en rapport aux baux de pêche, licences et territoires de chasse, de manière à pourvoir à l'extension de certains baux de limites de pêche maintenant en sa possession et pour lui permettre, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit, de renouveler les dits baux à leur volonté, aussi pour lui permettre ou aux susdites personnes de louer les territoires de chasse dans le pays voisin du lac Saint-Jean et de la rivière Saguenay, pour une période plus longue que maintenant permise par la loi; aussi exempter toute personne, quoique non domiciliée dans la province de Québec, de l'obligation de tenir une licence si telle personne pêche dans aucune des eaux ou chasse dans aucuns des territoires de chasse maintenant loués à Horace J. Beemer, ou qui peuvent à l'avenir en vertu des dispositions de l'acte maintenant demandé lui être loués ou aux susdites personnes; aussi pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de temps à autre de vendre ou d'accorder des octrois gratuits au dit Horace J. Beemer, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit de telles terres publiques dans la région du Saguenay, suivant l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, il est à propos de vendre ou accorder ainsi dans l'intérêt public, de manière à assurer la protection et la sûreté du frai du poisson et les endroits de production du gibier et des oiseaux ou de manière à remplir les buts de l'acte demandé: aussi pour permettre au dit Horace J. Beemer, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit, d'ériger des hôtels, construire des camps pour l'accommodation des touristes et des amateurs du sport, construire des chemins, ponts, débarcadères, établir des laboratoires de pisciculture pour la propagation du poisson et des parcs de gibier pour la production du gibier, contracter pour fournir des guides, canots, équipement de camp, provisions et autres choses nécessaires; aussi de construire, équiper et maintenir des lignes de bateaux à vapeur et vaisseaux sur les eaux en sa possession ou loués par lui ou par les personnes susdites; et en général de faire toutes choses requises ou opportunes pour remplir les buts de l'acte demandé; aussi pour autoriser le transport à aucune association, compagnie ou corporation formée à l'avenir suivant la loi, d'aucun droit, pouvoir ou privilège accordés par le dit acte; aussi pour autoriser aucune telle association ou compagnie de contracter avec le dit Horace J. Beemer pour transiger tous les susdits objets ou aucun d'eux.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs du requérant.
Québec, 8 février 1900. 753-4

ERRATUM.

A la page 544, lisez les chiffres vis-à-vis de Saint-François comme étant placés vis-à-vis de Saint-Hyacinthe et réciproquement. 995

Avis Divers

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.
No. 63.

Pulchérie Brunet, de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, épouse commune en biens de Dosithée Deslauriers, cultivateur, du même lieu, a,

Notice is hereby given that application will be made, by Horace J. Beemer, at the present session of the legislature of the province of Quebec, for the passing of an act making certain modifications in the law of the province of Quebec, with respect to fishing leases, licenses and hunting territories, in order to provide for the extension of certain leases of fishing limits now held by him and to enable him his heirs, executors, representatives or assigns to renew the said leases at their option, also to enable him or them to lease hunting territories in the country adjacent to Lake Saint John and the Saguenay river, for a longer period than is at present allowed by law; also to exempt any person, although not domiciled in the province of Quebec, from the obligation to hold a license if such person fishes in any of the waters or hunts in any of the hunting territories now leased to Horace J. Beemer, or which may hereafter under the provisions of the act now applied for be leased to him or them; also to enable the lieutenant governor in council from time to time to sell to or to make free grants to the said Horace J. Beemer, his heirs, executors, representatives or assigns of such public lands in the Saguenay region, as in the opinion of the lieutenant governor in council, it is expedient so to sell or grant in the public interest, in order to assure the protection and safety of the spawning beds of fish and the breeding places of game animals and birds or in order to carry out the objects of the act applied for; also to enable the said Horace J. Beemer, his heirs, executors, representatives or assigns to erect hotels, build camps for the accommodation of tourists and sportsmen, construct roads, bridges and landing places, establish hatcheries for the propagation of fish and game parks for the breeding of game, contracted to furnish guides, canoes, camp equipment, provisions and other necessaries; also to build, equip and maintain lines of steamers and vessels upon the waters so held and lease by him or them; and generally to do all things requisite or expedient for the carrying out of the purposes of the act applied for; also to authorize the transfer to any association, company or corporation hereafter lawfully formed, any right, power or privilege conferred by the said act; also to authorize any such association or company to contract with the said Horace J. Beemer for the carrying out of all or any such objects.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 8th February, 1900. 754

ERRATUM.

At page 544, read the figures opposite to Saint Francis as being placed opposite to Saint Hyacinth, and vice versa. 996

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne. } Superior Court.
No. 63.

Pulchérie Brunet, of the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, wife common as to property of Dosithée Deslauriers, farmer, of the same place,

ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 26 février 1900. 987

AVIS.

Dame Elisabeth Daveluy, de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, a, ce jour, institué dans la cour supérieure du district des Trois-Rivières, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Napoléon Lamy, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche.

A. L. DESAULNIERS,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 12 février 1900. 897-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1317. }

Dame Virginie Lacroix, épouse de Charles Larin, peintre, de Montréal, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

OSCAR SENECAI,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 21 février 1900. 931-2

District de Montréal. }
No 1309. } *Cour Supérieure.*

Madame Marie Albina Dupras, de Montréal, épouse commune en biens de Dolvida Joseph Bonhomme, commis-gérant, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Dolvida Joseph Bonhomme, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, pour instituer devant cette cour.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 20 février 1900. 917-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1220. }

Dame Kate Keough, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adélar Lauzon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à l'effet des présentes,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Adélar Lauzon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

RIELLE & BOND,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 février 1900. 783-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2481. }

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Marie-Adéline-Victoria Bouthillier, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, district de Montréal, contre son mari, George Vincent, cultivateur, du même lieu.

GEOFFRION & MONET,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1900. 799-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3087. }

Dame Virginie Rochon, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse de P. L. A. Lefebvre, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, contre son dit mari, une action en séparation de biens.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1899. 823-3

has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 26th February, 1900. 988

NOTICE.

Dame Elisabeth Daveluy, of the parish of Sainte-Anne of Yamachiche, has, this day, instituted in the superior court of the district of Three Rivers, an action for separation as to property against her husband, Joseph Napoléon Lamy, farmer, of the said parish of Sainte-Anne of Yamachiche.

A. L. DESAULNIERS,
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 12th February, 1900. 898

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1317. }

Mrs. Virginie Lacroix, wife of Charles Larin, painter, of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

OSCAR SENECAI,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 21st February, 1900. 932

District of Montreal. }
No. 1309. } *Superior Court.*

Madame Marie Albina Dupras, of Montreal, wife common as to property of Dolvida Joseph Bonhomme, managing clerk, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Dolvida Joseph Bonhomme, Defendant.

An action for separation as to property, has, this day, been instituted before this court.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th February, 1800. 918

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1220. }

Dame Kate Keough, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adélar Lauzon, of the same place, trader, duly authorized for the purposes of the present action,

Plaintiff ;

vs.

The said Adélar Lauzon, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in the present cause.

RIELLE & BOND,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 8th February, 1930. 784

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2481. }

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Dame Marie-Adéline-Victoria Bouthillier, of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, district of Montreal, against her husband, George Vincent, of the same place, farmer.

GEOFFRION & MONET,
Attorneys' for plaintiff.

Montreal, 12th February, 1900. 800

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3087. }

Dame Virginie Rochon, of the city of Montreal, district of Montreal, wife of P. L. A. Lefebvre, of the same place, trader, has, this day, instituted an action against her said husband, for separation as to property.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1900. 824

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 4268.

Dame Alexina Sylvestre, épouse commune en biens de Julien Brouillet, forgeron, de la paroisse de Saint-Norbert, dans le comté de Berthier et district de Joliette, dûment autorisée par le juge à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Julien Brouillet, forgeron, de la paroisse de Saint-Norbert, dans le comté de Berthier et district de Joliette, Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. B. BROUSSEAU, C. R.,
 Avocat de la demanderesse.

Sorel, 5 janvier 1900. 539-5

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 9.

Dame Diana Dauplaise, épouse de Walter Parenteau, fromager, de Saint-Cyrille de Wendover, Demanderesse ;

vs.

Le dit Walter Parenteau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. E. MÉTHOT,
 Procureur de la demanderesse.

Daté ce 13 février 1890. 819-3

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Eméline Beauchemin, de la paroisse de Sainte-Flore, dit district, épouse de Luc Girard, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Luc Girard, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

E. D. BOISCLAIR,
 Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 6 février 1900. 733-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 395.

Dame Marie Rose Délima Trudeau, de la paroisse de Longueuil, district de Montréal, épouse de Pierre Vincent, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre lui.

GLOBENSKY & LAMARRE,
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 février 1900. 741-4

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 6614.

Dame Clara Grenier, épouse commune en biens de Paul Bonnette, marchand, tous deux de Granby, dit district, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MEUNIER & MEUNIER,
 Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 27 janvier 1900. 517-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1133.

Dame Valentine Gascon, épouse commune en biens de Arthur Chassé, épiciier, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MEUNIER & MEUNIER,
 Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 janvier 1900. 545-5

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4268.

Dame Alexina Sylvestre, wife common as to property of Julien Brouillet, blacksmith, of the parish of Saint-Norbert, in the county of Berthier and district of Joliette, duly authorized by the judge to institute legal proceedings for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

Julien Brouillet, blacksmith, of the parish of Saint-Norbert, in the county of Berthier and district of Joliette, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.

J. E. BROUSSEAU, Q. C.,
 Attorney for plaintiff.

Sorel, 5th January, 1900. 540

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No 9.

Dame Diana Dauplaise, wife of Walter Parenteau, of Saint Cyrille, Wendover, cheese manufacturer, Plaintiff ;

vs.

The said Walter Parenteau, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter.

J. E. MÉTHOT,
 Attorney for the plaintiff.

Dated this 13th February, 1900. 820

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Eméline Beauchemin, of the parish of Sainte-Flore, said district, wife of Luc Girard, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Luc Girard, trader, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, to day.

E. D. BOISCLAIR,
 Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 6th February, 1900. 734

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 395.

Dame Marie Rose Délima Trudeau, of the parish of Longueuil, district of Montreal, wife of Pierre Vincent, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against him.

GLOBENSKY & LAMARRE,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th February, 1900. 742

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No 6614.

Dame Clara Grenier, wife common as to property with Paul Bonnette, merchant, both of Granby, said district, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MEUNIER & MEUNIER,
 Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 27th January, 1900. 548

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1133.

Dame Valentine Gascon, wife common as to property of Arthur Chassé, grocer, both of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MEUNIER & MEUNIER,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th January, 1900. 546

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 599.

Dame Marie Anne Beaudin, de la paroisse de Sainte-Cécile, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Noel Chaput, agent, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Noel Chaput, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.
L. J. PAPINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Beauharnois, 3 février 1900. 695-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3148.

Dame Catherine Kane, des cité et district de Montréal, épouse de George McLeod, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

George McLeod, des cité et district de Montréal, journalier, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 22^e jour de janvier 1900, dans les cité et district de Montréal.
J. C. WALSH,
543-3 Procureur de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1797.

Dame Edith Goller, Demanderesse ;

vs

Casserl Raphaelovitch, Défendeur ;
et
Reuben Raphaelovitch, Mis en cause.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, aujourd'hui, en cette cause.
JOSEPH BARNARD,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 janvier 1900. 563-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 311.

Dame Sybil McCleave, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse de Thomas Campbell Morton Bulmer, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

BUSTEED & LANE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1900. 541-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Marie Ledoux, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Edouard Dextraze, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSE,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 31 janvier 1900. 641-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Sarah A. Lyford, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Léonard A. Stearns, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, contre son dit mari, une action en séparation de biens.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 janvier 1900. 587-5

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 599.

Dame Marie Anne Beaudin, of the parish of Sainte-Cécile, district of Beauharnois, wife common as to property of Noel Chaput, agent, of the same place, and duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs

The said Noel Chaput, Défendeur.
An action in separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.
L. J. PAPINEAU,
Attorney for plaintiff.
Beauharnois, 3rd February, 1900. 696

[Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 3148.

Dame Catherine Kane, of the city and district of Montreal, wife of George McLeod, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

George McLeod, of the city and district of Montréal, laborer, Défendeur.
An action for separation from bed and board was instituted in this cause, on the 22nd day of January, 1900, in the city and district of Montreal.
J. C. WALSH,
544 Attorney for plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1797.

Dame Edith Goller, Plaintiff ;

vs

Casserl Raphaelovitch, Défendeur ;
and
Reuben Raphaelovitch, Mis en cause.
An action in separation as to property and as to bed and board has been taken, to day in this cause.
JOSEPH BARNARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th January, 1900. 564

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 311.

Dame Sybil McCleave, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife of Thomas Campbell Morton Bulmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BUSTEED & LANE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th January, 1900. 542

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Ledoux, of the parish of Saint-Grégoire le Grand, in the district of Iberville, wife of Edouard Dextraze, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSE,
Attorney for plaintiff.

Saint John's, 31st January, 1900. 642

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }

Dame Sarah A. Lyford, of the town of Magog, in the district of Saint-François, wife of Leonard A. Stearns, of the same place, trader, has, this day, instituted against her said husband, an action en séparation de biens.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 20th January, 1900. 588

Avis est par le présent donné que le bureau principal d'affaires de la compagnie de téléphone de Bellechasse a été transporté à Saint-Octave de Métis, sur le parcours de la ligne de la dite compagnie.

J. F. DEMERS,

Secrétaire-trésorier de la compagnie de
Téléphone de Bellechasse.

Saint-Octave de Métis, 27 février 1900. 1035

ASSOCIATION DES BARBIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Avis est par le présent donné que les applications pour la licence de barbier exigée par l'acte 62 Vic., ch. 90, seront reçues à l'avenir par J. F. Fontaine, président de l'association, au No. 1846, rue Notre-Dame, Montréal, et par J. E. Bouchard, secrétaire de la dite association, au No. 32, rue Sous le Fort, Québec.

J. E. BOUCHARD,

Secrétaire.

Québec, 20 février 1900.

961-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de ses dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The E. Z. Shoe System Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer aucun droit de patente ou partie d'icelui en Canada, ou en disposer autrement, en rapport aux chaussures, ou le matériel nécessaire ou utile pour faire les affaires de manufacture de chaussures, et plus particulièrement les droits de patente octroyés à Delle Ida Parent, par le commissaire des patentes pour la puissance du Canada, le dix-septième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit (1898), et toutes améliorations qui peuvent y être faites.

(b) De manufacturer, acheter et vendre des chaussures et le matériel nécessaire pour faire les dites affaires de manufacture de chaussures.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000), divisé en cent actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Thomas Gauthier, comptable ; Dlle Ida Parent, fille majeure ; James Leggat, marchand ; Raoul Gauthier, commerçant, et Matthew Hutchinson, écuyer, avocat, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Les trois premiers sus-nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 février 1900.

1029

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Notice is hereby given that the chief office of "La Compagnie de Téléphone de Bellechasse" has been transferred to Saint Octave de Métis, on the course of the line of the said company.

J. F. DEMERS,

Secretary treasurer of "La Compagnie de Téléphone de Bellechasse."

Saint Octave de Métis, 27th February, 1900. 1036

BARBERS' ASSOCIATION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC.

Notice is hereby given that the applications for barber's license required by the Act 62 Vic., ch. 90, will, in future, be received by J. F. Fontaine, president of the association, at No. 1846, Notre Dame street, Montreal, and by J. E. Bouchard, secretary of the said association, at No. 32, Sous le Fort street, Quebec.

J. E. BOUCHARD,

Secretary.

Quebec, 20th February, 1900.

962

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act" and amendments, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, a body incorporated and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The E. Z. Shoe System Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To acquire, own, put in practice, sell, lease, or otherwise dispose of any patent right or part thereof in Canada, applicable to boots and shoes, or the subject matter necessary or convenient for the carrying on of the business of manufacturing boots and shoes, and more particularly the patent rights granted to Miss Ida Parent, by the commissioner of patents for the Dominion of Canada, on the seventeenth day of October, one thousand eight hundred and ninety-eight (1898), and any improvements that may be made thereto :

(b) To manufacture, buy and sell boots and shoes and the material necessary for the carrying on of the said business of manufacturing boots and shoes.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital of the said company will be ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Gauthier, accountant ; Miss Ida Parent, spinster ; James Leggat, merchant ; Raoul Gauthier, trader, and Matthew Hutchinson, esquire, advocate, all of the city of Montreal, in the district of Montreal.

The three first above mentioned are to be the first or provisional directors of the said company.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Solicitors for applicants.

Montreal, 28th February, 1900

1030

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The St. Lawrence Distilling Company" (limited.)

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de manufacturer, importer et faire le commerce de toute sorte de spiritueux et de liqueurs en général, et de faire toutes autres affaires y ayant rapport.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social est de \$250,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de deux mille cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Edward Chandler Walker, Franklin Hiram Walker, James Harrington Walker et William Robins, tous de Walkerville, dans la province d'Ontario, distillateurs, et Walter R. Woonham, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, marchand, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

WHITE, O'HALLORAN
& BUCHANAN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 21 février 1900.

929-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand sceau en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie projeté sera : La Compagnie Electrique de Plessisville.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De construire, ériger, mettre en opération et exploiter des usines fonctionnant soit par la vapeur, soit par l'eau pour produire de l'électricité aux fins de fournir aux habitants et aux corporations des villages de Plessisville, comté de Mégantic et Princeville, comté d'Arthabaska, ainsi qu'à toutes autres personnes ou corporations résidant dans les limites des dits comtés de Mégantic et d'Arthabaska, l'éclairage, le chauffage et des pouvoirs moteurs électriques, ainsi que l'exploitation de ou des lignes téléphoniques dans les dits comtés ;

(b) D'avoir le privilège de planter des poteaux et de poser des fils et des lampes dans les rues, ruelles, places publiques et sur les routes et chemins dans toutes municipalités de village ou rurale dans les dits comtés de Mégantic et d'Arthabaska, et spécialement dans les villages de Plessisville et Princeville, quand la compagnie le jugera à propos, aussi d'obtenir le droit de poser des fils et des tuyaux sous terre quand cela paraîtra nécessaire ;

(c) De se servir de tout pouvoir d'eau, et à cette fin de construire et entretenir des écluses, et autres constructions tels que canaux pour l'utilité des travaux soit sur la rive, soit dans le lit de toute rivière située dans les dits comtés de Mégantic et Arthabaska, pour cela entrer sur les lots ou terrains, les examiner et arpenter sur la ligne des cours d'eau et y construire tous ponts, traverses, aqueducs ou canaux, y planter des poteaux et y poser des fils conducteurs, le tout sous ou sur tout terrain public ou privé ;

(d) De vendre, louer ou donner à bail à toutes personnes compagnies et corporations, aux prix, taux et conditions à être débattue entre la compagnie et ses clients, les fils, lampes, compteurs, moteurs, appareils de chauffage et tous autres appareils et fournitures se rattachant à l'électricité, poser et installer les dits appareils ;

1. The proposed name of the company is "The Saint Lawrence Distilling Company" (Limited).

2. The objects for which incorporation is sought, are to manufacture, import and deal in all kinds of spirits and liquors generally, and to carry on such other business as may be incidental thereto.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is \$250,000.00.

5. The number of shares is to be two thousand five hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Edward Chandler Walker, Franklin Hiram Walker, James Harrington Walker and William Robins, all of Walkerville, in the province of Ontario, distillers, and Walter R. Woonham, of the city of Montreal, in the province of Quebec, merchant, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

WHITE, O'HALLORAN,
& BUCHANAN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 21st February, A. D., 1900.

930

Notice is hereby given that, within one month from the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great seal, in accordance with the provisions of the Joint Stock Companies Incorporating Act, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company shall be "The Plessisville Electric Company".

2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To construct, erect, work and operate works run by steam or water, for producing electricity for the purpose of supplying the inhabitants and corporations of the villages of Plessisville, county of Mégantic and Princeville, county of Arthabaska, as well as all other persons or corporations within the limits of the said counties of Mégantic and Arthabaska, with light, heat and electric motive power, as well as for working telephone line or lines in the said counties ;

(b) To have the privilege of erecting poles and placing wires and lamps in the streets, lanes, public places and in the roads and highways of all village or rural municipalities in the said counties of Mégantic and Arthabaska, and especially in the villages of Plessisville and Princeville, when the company deems expedient, also to obtain the right to lay wires and pipes underground when the same may seem necessary ;

(c) To make use of all water powers, and to that end, to build and maintain dams and other structures such as flumes for the use of the said works, either on the bank or in the bed of any river situate within the said counties of Mégantic and Arthabaska, and for such purpose, to enter upon, examine and survey lots or grounds on along water, courses and to build thereon all bridges, crossings water-works or flumes, to erect poles and stretch conducting wires, the whole under or upon any public or private land ;

(d) To sell, lease to any persons, companies and corporations at the prices, rates and conditions to be settled upon between the company and its customers, the wires, lamps, meters, motors, heating apparatus and all other apparatus and fixtures connected with electricity, and to put in and instal such apparatus ;

(c) Enfin et de plus faire les affaires de manufacturiers et marchands en général pour toutes les fins des opérations de la compagnie.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans le village de Plessisville, dans le comté de Mégantic, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$12,000.00.

5° Le nombre proposé des actions est de 120, et le montant de chaque action est de \$100.00.

6° Les noms, adresse et profession de chaque requérant sont : l'honorable Napoléon Charles Cormier, conseiller législatif ; Joseph Florence Deguise, notaire public ; Francis Hurtubise, gérant ; Norbert Savoie, forgeron ; Michel Israel Montreuil, mécanicien, tous du village de Plessisville, comté de Mégantic, et Achille Gagnon, industriel, de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska. Les trois requérants en premier lieu nommés, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

J. S. DOUCET,

Procureur des requérants.

Plessisville, 12 février 1900.

829-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Malted Cereals Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer, vendre et faire le commerce des céréales comme nourriture, et de mouler le grain et autres céréales, soit pour eux-mêmes ou pour autres, moyennant paiement, et de faire en général les affaires de meuniers ;

(b) De construire, acquérir des moulins et les mettre en opération en rapport avec l'achat et la vente du grain et la manufacture de la farine, et autres produits du grain, et de faire toutes telles affaires.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la dite province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents (400), de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Moody Johnson, marchand, Montréal ; Albert E. Richardson, marchand, Burlington, Vermont ; William J. Van Patton, de Burlington, Vermont, marchand ; John E. Peters, commis, et Thomas Brady, commis, tous deux des cité et district de Montréal. La majorité sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN & LEMIEUX,

Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1900.

825-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau, incorporant les personnes ci-après nommées et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, devant être connue sous le nom de "Colin McArthur & Co., (limited)", aux fins de manufacturer des tapisseries et teintures, d'en faire le commerce, et d'acquérir et conti-

(e) Finally to carry on the business of manufacturers and merchants generally in connection with all the company's operations.

3. The chief place of business of the said company shall be in the village of Plessisville, in the county of Mégantic, province of Québec.

4. The amount of the proposed capital stock is \$12,000.00.

5. The proposed number of shares is 120, and the amount of each share is \$100.00.

6. The names, address and occupation of each petitioner are as follows : Honorable Napoleon Charles Cormier, legislative councillor ; Joseph Florence Deguise, notary public ; Francis Hurtubise, manager ; Norbert Savoie, blacksmith ; Michel Israel Montreuil, machinist, all of the village of Plessisville, county of Mégantic, and Achille Gagnon, manufacturer, of the town of Victoriaville, county of Arthabaska. The first three above named petitioners, all british subjects and residing in Canada, shall be the first or provisional directors of the company.

J. S. DOUCET,

Attorney for petitioners.

Plessisville, 12th February, 1900.

830

Notice is hereby given that, within one month after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is to be "The Malted Cereals Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture, sell and deal in cereal foods, and to grind grain and other cereals, either for themselves or for others for hire, and to conduct a general milling business ;

(b) To build, acquire and operate mills in connection with purchase and sale of grain and manufacture of flour, and other products of grain, and to carry on all such business.

3. The chief place of business of said company is to be at Montreal, in the said province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

5. The number of shares is to be four hundred (400) at fifty dollars (50 00), each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Charles Moody Johnson, merchant, Montréal ; Albert E. Richardson, merchant, Burlington, Vermont ; William J. Van Patton, of Burlington, Vermont, merchant ; John E. Peters, clerk and Thomas Brady, clerk, both of the city of Montréal. The majority of whom are resident in Canada and subjects of Her Majesty.

FOSTER, MARTIN & LEMIEUX,

Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1900.

826

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor for the granting of a charter by letters patent, under the Great Seal, incorporating the hereinafter named persons and such others as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate to be known by the name of "Colin McArthur & Co. (limited)," for the purposes of manufacturing and dealing in wall-paper and coloring materials, and of acquiring and carrying on the wall-paper

nuer le commerce de tapisseries ci-devant et actuellement exercé sous la raison sociale de "Colin McArthur & Co."

La principale place d'affaires de la dite compagnie projetée sera dans la cité de Montréal, dans cette province.

Le montant proposé du fonds social sera de \$200,000.00, divisé en deux mille actions de \$100.00 chacune.

Les noms, résidence et occupation de chacun des requérants sont comme suit: Colin McArthur, manufacturier; David Jamieson McArthur, manufacturier; William Williamson, manufacturier; Margaret McArthur, fille majeure, et John McDonald, comptable, tous cinq de la dite cité de Montréal.

Les dits Colin McArthur, David J. McArthur et William Williamson seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

CROSS & BERNARD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 14 février 1900.

859-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés:

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Calcibide Gas Machine Company";

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont:

(a) Manufacturer et vendre des générateurs pour la production du gaz acetylene;

(b) Vendre et acheter les articles de commerce nécessaires pour mettre cette industrie en opération ou toutes affaires y ayant rapport.

(c) Acquérir les immeubles qui peuvent être requis pour faire les susdites affaires.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres (\$5,000), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont: l'honorable Charles Carroll Colby, avocat, du village de Stanstead; Charles Cushing Holland, marchand; James William Shaw, marchand; George Archibald Forbes, courtier; John St. Leger McGinn, inventeur, et William Bentham, marchand, tous de la cité de Montréal.

6° Les cinq personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs des requérants.

Montréal, 6 février 1900.

735-4

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par enchère public, le 21e jour de mars 1900, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,

par R. H. MORRIS,

Agent général du bagage.

Montréal, 31 janvier 1900.

651-4

business heretofore and presently carried on in the city of Montreal, under the name of "Colin McArthur & Co."

The chief place of business of the said proposed company is to be in the city of Montreal, in this province.

The proposed amount of the capital stock of the said company is \$200,000.00, divided into two thousand shares of the amount of \$100.00 per share.

The names, address and calling of each of the applicants is as follows: Colin McArthur, manufacturer; David Jamieson McArthur, manufacturer; William Williamson, manufacturer; Margaret McArthur, spinster; and John McDonald, accountant, all five of the said city of Montreal.

The said Colin McArthur, David J. McArthur and William Williamson are to be the first directors of the said company,

CROSS & BERNARD,

Solicitors for applicants.

Montreal, 14th February, 1900.

860

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the lieutenant-governor in council, for letters patent, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter set forth.

1. The proposed corporate name of the company is "The Calcibide Gas Machine Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are:

(a) To manufacture and sell generators for the production of acetylene gas;

(b) To buy and sell the articles of trade necessary to carry on this industry or any business proceeding therefrom;

(c) To acquire such real estate as may be requisite for the purpose of carrying on the business aforesaid.

3. The chief place of business and head office of the said company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars each (\$100.00).

5. The names in full, addresses and callings of the applicants are: the Honorable Charles Carroll Colby, advocate, of the village of Stanstead; Charles Cushing Holland, merchant; James William Shaw, merchant; George Archibald Forbes, broker; John St Leger McGinn, inventor, and William Bentham, merchant, all of the city of Montreal.

6. The five above named persons are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are subjects of Her Majesty.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for applicants.

Montreal, 6th February, 1900.

736

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 21st day of March, 1900, in the basement of the train shed, at Windsor street station, at 10 o'clock A. M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

per R. H. MORRIS,

General baggage agent.

Montreal, January 31st, 1900.

652.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Nous, soussignés, Alfred Chaplin et Francis L. M. Chaplin, tous deux de la ville de Westmount, près de la cité de Montréal, dans la province de Québec, marchands en général et à commission, certifions par le présent que la société en commandite qui existait ci-devant entre nous et feu Edward Chaplin, décédé, en son vivant de Westmount susdit, marchand en général et à commission, sous les nom et raison de "Chaplin Brothers and Company", dans laquelle les dits Alfred Chaplin et Francis L. M. Chaplin étaient les associés en général et le dit Edward Chaplin était associé en commandite ou associé spécial, a été dissoute, ce jour, conformément à certaines dispositions de notre acte de société.

Comme témoins nos signatures dans la dite cité de Montréal, le premier jour de février dix-neuf cent.

(Signé) M. E. W. H. PHILLIPS, N. P.
(Signé) ALFRED CHAPLIN,
F. L. M. CHAPLIN.

881-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

We, the undersigned, Alfred Chaplin and Francis L. M. Chaplin, both of the town of Westmount, near the city of Montreal, in the province of Quebec, general and commission merchants, hereby certify that the limited partnership heretofore existing between us and the late Edward Chaplin, deceased, in his lifetime of Westmount aforesaid, general and commission merchant, under the name and style of "Chaplin Brothers and Company", in which the said Alfred Chaplin and Francis L. M. Chaplin were the general partners and the said late Edward Chaplin was the limited or special partner, has been, this day, dissolved in accordance with certain provisions in our deed of partnership.

As witness our hands at the said city of Montreal, the first day of February, nineteen hundred.

Signed in the presence of
(Signed) M. E. W. H. PHILLIPS, N. P.
(Signed) ALFRED CHAPLIN,
F. L. M. CHAPLIN.

882

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } Cour Supérieure
In re Leblanc & Frère, Saint-Jovite, Qué.,

Faillis.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens des dits faillis, par l'honorable juge Taschereau, en date du 24e jour de février courant.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,

Curateurs conjoints.

Montréal, 26 février 1900.

981

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
In re Julien Côté, Saint-Jean,

Insolvable.

Avis vous est donné que le 22e jour de février 1900, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 3 mars 1900.

981

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Alphonse Pallascio, Montréal, Insolvable.

Un second et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 19 mars 1900.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 3 mars 1900

1005

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } Superior Court.
In re Leblanc & Frère, Saint Jovite, Que.,

Insolvents.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to the estate of said insolvents, by the Honorable judge Taschereau, in date of the 24th day of February 1900.

The creditors of said insolvents are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

F. X. BILODEAU,
WM. RENAUD,

Joint curators.

Montreal, 26th February, 1900.

990

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
In re Julien Côté, Saint John's,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 22nd day of February, 1900, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,

Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street,

Montreal, 3rd March, 1900.

982

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Alphonse Pallascio, Montreal, Insolvent.

A second and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 19th March, 1900.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,

Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 3rd March, 1900.

1006

Canada, }
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. J. Trudel & Cie, Grand'Mère,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre, de la cour, en date du 22 février 1900, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Toutes réclamations devront être produites à mon bureau dans un délai de trente jours à compter du présent avis si elles n'ont pas été filées.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 246, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 février 1900. 991

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
In re George H. McKenney, Kazubazua,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le vingt-sixième jour de février mil neuf cent, Thomas H. Birks, de la cité de Hull, agent, a été nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau, No 53, rue Principale, Hull, P. Q., sous un mois.

THOMAS H. BIRKS,
Curateur.
Hull, 26 février 1900. 999

Canada, }
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. Bte Vincent, sellier, du canton de Hereford,
Failli.

Avis est par le présent donné que le huitième jour de février mil neuf cent, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit J. Bte Vincent, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. B. GENDREAU,
Curateur.
Coaticooke, 20 février 1900. 983

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
In re Maxime Coutu, marchand, de Joliette,
Failli ;

E. G. Piché, et Curateur ;
et
Avila Charland, boucher, du même lieu,
Mis en cause.

Avis est donné que le 23 février 1900, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, liquidateur de la société qui a existé entre le failli et le mis en cause sous la raison sociale de Coutu & Charland.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

E. G. PICHE,
Liquidateur.
Joliette, 27 février 1900. 1031

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Thomas Kinsella, Demandeur ;

vs
William J. O'Malley, des cité et district de Montréal, marchand de modes en gros, faisant affaires sous les nom et raison de William J. O'Malley & Cie., Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 27^e jour de février 1900, par ordre de la cour, le soussigné a été

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
In the matter of C. J. Trudel & Co., Grand'Mère,
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 22nd February, 1900, by judgment of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvents.

Claims must be filed at our office within thirty day from the date hereof if not done so.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 246, Saint James street.
Montreal, 26th February, 1900. 992

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In re George H. McKenney, Kazubazua,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-sixth day of February, one thousand nine hundred, Thomas H. Birks, of the city of Hull, agent, was appointed curator to the estate of the above named insolvent, who had made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, pursuant to law.

Claims must be filed at my office, No. 58, Main street, Hull, P. Q., within thirty days.

THOMAS H. BIRKS,
Curator.
Hull, 26th February, 1900. 1000

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
In the matter of J. Bte Vincent, sadler, of the township of Hereford,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the eighth day of February, one thousand nine hundred, by order of the court, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said J. Bte Vincent, who has made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims duly sworn to must be filed with me, within thirty days from this notice.

J. B. GENDREAU,
Curator.
Coaticooke, 20th February, 1900. 984

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In re Maxime Coutu, merchant, of Joliette,
Insolvent ;

E. G. Piché, and Curator ;
and
Avila Charland, butcher, of the same place,
Mis en cause.

Notice is hereby given that on the 23rd February, 1900, by an order of the court, the undersigned was appointed liquidator of the society which has existed between the insolvent and the mis en cause, under the firm of Coutu and Charland.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

E. G. PICHE,
Liquidator.
Joliette, 27th February, 1900. 1032

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Thomas Kinsella, Plaintiff ;

vs
William J. O'Malley, of the city and district of Montreal, wholesale milliner, doing business under the name and firm of William J. O'Malley & Co., Defendant.

Notice is hereby given that on the 27th day of February, 1900, by an order of the court, the un-

nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

C. A. McDONNELL,
Curateur.

Bureau de C. A. McDonnell,
180, rue Saint-Jacques,
Montréal, 28 février 1900. 1027

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Desjardins & Viens, Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende de 25 cts dans la piastre, a été préparé sur le produit des biens meubles, lequel sera payable à notre bureau, après le 20 mars 1900.

Toute contestation devra être produite avant cette date.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Benoit,
1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 3 mars 1900. 1023

designated was appointed curator to the property of the said defendant, who made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors. Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. A. McDONNELL,
Curator.

Office of C. A. McDonnell,
180, Saint James street,
Montreal, 28th February, 1900. 1208

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Desjardins & Viens, Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet of 25 cts in the dollar, has been prepared upon the proceeds of goods and chattels, which will be payable at our office, after the 20th of March, 1900.

Any contestation must be filed before the said date.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

Office of Lamarche & Benoit,
1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 3rd March, 1900. 1024

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } RICHARD BOISSON-
No 2946. } NAULT, Demandeur ;
contre RICHARD BOISSONNAULT, FILS, Défendeur, savoir :

Une terre sise et située en le rang Saint-Pierre, paroisse Saint-Bernard, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; laquelle dite terre est actuellement désignée sous le numéro cadastral deux cent trois (203), pour la dite paroisse de Saint-Bernard, comté de Dorchester.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le TREIZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 7 février 1900.
729-2

[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } ERNEST RACICOT, du
District de Bedford. } village de Sweetsburg,
No 6609. } dans le dit district, avocat,
Demandeur ; contre les meubles et immeubles de
JEAN-BAPTISTE BENJAMIN, de la paroisse de
Saint-Romuald de Farnham, dans le dit district,
Défendeur.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } RICHARD BOISSONNAULT,
No. 2946. } Plaintiff; against RICHARD
BOISSONNAULT, JUNIOR, Defendant, to wit :

A lot situate in the range Saint Pierre, parish of Saint Bernard, of two arpents in front by twenty-seven arpents in depth, more or less—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; which said lot is now known and designated as the cadastral number two hundred and three (203), for the said parish of Saint Bernard, county of Dorchester.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 7th February,
1900. 730.

[First published, 10th February, 1900]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } ERNEST RACICOT, of
District of Bedford. } the village of Sweetsburg,
No. 6609. } in the said district, advocate,
Plaintiff ; against the goods and lands of JEAN-
BAPTISTE BENJAMIN, of the parish of Saint
Romuald de Farnham, in the said district, Defendant.

Le quart nord du lot numéro quarante-cinq et le quart nord du lot numéro quarante-six, dans le troisième rang du canton de Farnham, dans le district de Bedford (arpentage primitif,) maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans le comté de Missisquoi, dans le dit district, comme lot numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), contenant quatre-vingt-dix-huit acres et trois vergées en superficie, plus ou moins, à l'exception de la terre occupée par le chemin de fer—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 février 1900. 743-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : { EMILE BOUCHARD, No 486. } du village de Bagotville, forgeron, Demandeur; contre JEAN ALIAS JOHNNY BOUCHARD, de la paroisse de Saint-Alphonse, Défendeur.

Un emplacement compris dans le lot de terre numéro cinq cent vingt-huit, du plan et du livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, canton de Bagot, quatrième rang nord-est de la rivière à Marse, comprenant quatre-vingt-six pieds de front sur cinquante-quatre pieds de profondeur; borné en front au chemin du quatrième rang, en arrière à la profondeur, au bout de cinquante-quatre pieds, au sud-ouest au terrain de Placide Bouchard, au nord-est à la route conduisant au cinquième—avec maison, boutique de forge et autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Alphonse, le DOUZIEME jour du mois de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 6 février 1900. 723-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Canada, } THE UNION FURNI
Province de Québec, } TURE MERCHAN-
District de Gaspé, } DISE COMPANY, (LI-
Comté de Bonaventure, } MITED), corporation ayant
à savoir: No 793. } son principal bureau et sa
place d'affaires dans la cité de Montréal, Demande-
resse; contre les biens et effets, terres et tenements

The north quarter of lot number forty-five and the north quarter of lot number forty-six, in the third range of the township of Farnham, in the district of Bedford (primitive survey), and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Romuald de Farnham, in the county of Missisquoi, in said district as lot number one hundred and ninety-four (194), containing ninety-eight acres and three roods in superficies, more or less, exclusive of the land occupied by the railroad—with the buildings and improvements thereon and the appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint-Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburg, 6th February, 1900. 744
[First published, 10th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi

Chicoutimi, to wit: } EMILE BOUCHARD, of No. 486. } the village of Bagotville, blacksmith. Plaintiff; against JEAN ALIAS JOHNNY BOUCHARD, of the parish of Saint-Alphonse, Defendant.

A lot comprised in the lot of land number five hundred and twenty-eight, of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Alphonse, township of Bagot, fourth range of north east of the river of Marse, comprising eighty-six feet in front by fifty-four feet in depth; bounded in front by the road of the fourth range, in rear by the depth, at the end of fifty-four feet, on the south west by the lot of Placide Bouchard, on the north east by the road leading to the fifth—with house, blacksmith shop and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Alphonse, on the TWELFTH day of the month of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 6th February, 1900. 724
[First published, 10th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } THE UNION FUR-
Province of Québec, } NITURE AND
District of Gaspé, } MERCHANDISE
County of Bonaventure, } COMPANY, (LIMITED),
to wit: No. 793. } a corporation having
their principal office and place of business in the city of Montreal, Plaintiffs; against the goods and

de JOHN JOSEPH CAMPBELL et NEIL CAMPBELL, tous deux de Black Cape, dans le canton de New-Richmond, dans les susdits comté et district, Défendeurs.

Saisi en la possession de Neil Campbell, un des susdits défendeurs :

Un morceau ou partie de terre situé à Black Cape, dans le premier rang du canton de New-Richmond, dans le comté de Bonaventure, tel que désigné et décrit sur le cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de New-Richmond, dans la première division d'enregistrement du comté de Bonaventure, sous le numéro deux cent vingt-neuf (229), et contenant cinquante acres et un tiers en superficie (50 $\frac{1}{3}$); borné à l'est par Angus Campbell, à l'ouest par James S. Campbell, au nord par un chemin divisant les premier et deuxième rangs, et au sud par les eaux de la Baie des Chaleurs—ensemble avec une maison et grange sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Saints-Anges Gardiens de Caspédia, dans le dit canton de New-Richmond, JEUDI le QUINZIÈME jour de MARS prochain (1900), à QUATRE heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD.

Bureau du Shérif, Shérif C. B.
New-Carlisle, 26 janvier 1900. 671-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **ARTHUR N. SABOURIN**, médecin, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre **DANIEL MILLER**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, dans le dit district, Défendeur.

Une terre sise et située au côté ouest du chemin du rang de La Barbote, dans la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro quatre vingt-dix-sept (97)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

A distraire cependant de la dite terre, une lisière d'environ soixante et trois pieds de largeur sur environ trois arpents et demi de longueur, appartenant à la compagnie du chemin de fer de la Vallée Est du Richelieu.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 6 février 1900. 731-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

chattels and the lands and tenements of JOHN JOSEPH CAMPBELL and NEIL CAMPBELL, both of Black Cape, in the township of New Richmond, in the county and district aforesaid, Defendants.

Seized as found in the possession of Neil Campbell, one of the aforesaid defendants.

A certain piece or portion of land at Black Cape, in the first range of the township of New Richmond, in the county of Bonaventure, as designated and described in the official cadastre and book of reference of the said township of New Richmond, in the first registration division of the county of Bonaventure, under the number two hundred and twenty nine (229), and containing fifty and one third acres of land in superficies (50 $\frac{1}{3}$); bounded on the east by Angus Campbell, on the west by James S. Campbell, on the north by a road dividing the first and second ranges, and on the south by the waters of the Baie des Chaleurs—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saints Angés Gardiens de Caspédia, in the said township of New Richmond, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of MARCH ensuing (1900), at the hour of FOUR o'clock in the afternoon.

W. M. SHEPPARD.

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 26th January, 1900. 672
[First published, 10th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **ARTHUR N. SABOURIN**, a physician, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against **DANIEL MILLER**, farmer, of the parish of Sainte Anne de Sabrevois, in the said district of Iberville, Defendant.

A farm lying and situate on the west side of the road of the range of La Barbote, in the parish of Sainte Anne de Sabrevois, formerly forming part of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under the number ninety-seven (No. 97)—with a house and other buildings thereon erected.

To distract however of the said farm a strip of about sixty-three feet in width by three and half arpents in length, belonging to the East Richelieu Valley Railway Company.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte Anne de Sabrevois aforesaid, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 6th February, 1900. 732
[First published, 10th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Joliette.

Joliette, à savoir : } **A** DELINE ROY, fille ma-
No 3100. } jeure et usant de ses
droits, Demanderesse; contre **DAVIS J. TRÉVISE**,
cultivateur, et al. étant les héritiers *ab intestat* de
feu John Davis, en son vivant cultivateur, de la
paroisse de Saint-Lin, Défendeurs.

1° Un lot de terre de forme irrégulière, ayant
environ neuf arpents de terre en superficie, situé
dans la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de
L'Assomption, dans le district de Joliette, sur le
côté nord de la rivière Achigan, et connu et désigné
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de
la dite paroisse de Saint-Lin, sous le numéro seize
cent quatre-vingt-onze (1691).

2° Un lot de terre situé au même lieu, ayant envi-
ron cent seize arpents de terre en superficie et connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
cadastre de la dite paroisse de Saint-Lin, dit comté
et district, sous le numéro seize cent quatre-vingt-
huit (1686)—bâti de maison et autres dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse
de Saint-Lin, le QUATRIÈME jour d'AVRIL pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 26 février 1900. 993
[Première publication, 3 mars 1900.]

ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)
District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **M**ESSIEURS BERARD &
No 1965. } **M** BRODEUR, avocats
distrayant du Demandeur, **ALPHONSE VALI-
QUETTE**, entrepreneur, des cité et district de
Montréal; contre les terres et tenements de **DAME
MARIE ANNA CHARLOTTE DESAULNIERS**,
des cité et district de Montréal, épouse séparée de
biens de George Daveluy, du même lieu, et ce der-
nier pour autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente de
l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait
avoir lieu le vingt deuxième jour de septembre
dernier (1899), aura lieu à DEUX heures de l'après-
midi, à mon bureau, en la cité de Montréal, le
CINQUÈME jour d'AVRIL prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 février 1900. 1013
[Première publication, 3 mars 1900.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS
District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **T**HE SUN LIFE ASSU-
No 1916. } **I**RANCE COMPANY
OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant
son principal bureau et place d'affaires dans les cité
et district de Montréal, Demanderesse; contre les
terres et tenements de **FRANCOIS MANDE-
VILLE**, notaire et agent d'immeubles, ci-devant de
la paroisse de Saint-Polycarpe, district de Mont-
réal, maintenant de la paroisse de Labelle, dans le
district d'Ottawa, en sa qualité de grevé de substi-
tution, **CHARLES BRUCHESI**, des cité et district
de Montréal, en sa qualité de curateur à la dite
substitution créée en vertu d'un acte de donation
de François-Xavier Beaudry, en son vivant de la
dite cité de Montréal, gentilhomme, devant **L. A.
Grenier**, notaire, le vingt-troisième jour de mars

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Joliette.

Joliette, to wit : } **A** DELINE ROY, spinster
No. 3100. } and using of her rights,
Plaintiff; against **DAVIS J. TRÉVISE**, farmer,
et al, being the heirs *ab intestat* of the late John
Davis, in his lifetime farmer, of the parish of Saint
Lin, Defendant s.

1. A lot of land of irregular shape, containing
about nine arpents in area, situate in the parish of
Saint Lin, in the county of L'Assomption, in the
district of Joliette, on the north side of the river
Achigan, and known and described on the official
plan and book of reference of the cadastre of the
said parish of Saint Lin, as number sixteen hundred
and ninety one (1691).

2. A lot of land situate at the same place, con-
taining about one hundred and sixteen arpents in
area, and known and described on the official plan
and book of reference of the cadastre of the said
parish of Saint Lin, said county and district, as
number sixteen hundred and eighty-eight (1688)—
with house and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Lin, on the FOURTH day of APRIL next,
at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 26th February, 1900. 994
[First published, 3rd March, 1900.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**ESSRS. BERARD &
No 1965. } **M** BRODEUR, advocates
distracting for costs of the Plaintiff **ALPHONSE
VALIQUETTE**, contractor, of the city and district of
Montreal; against the lands and tenements of
**DAME MARI. ANNA CHARLOTTE DE SAUL-
NIERS**, of the city and district of Montreal, wife
separated as to property of George Daveluy, of the
same place, and the latter to authorize his said
wife, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-
movable seized in this cause, which should have
taken place on the twenty second day of September
last (1899), will take place at my office, in the city
of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next,
at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 27th February, 1900. 1014
[First published, 3rd March, 1900.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T**HE SUN LIFE ASSU-
No. 1916. } **I**RANCE COMPANY OF
CANADA, a body politic and corporate, having
their chief office and place of business in the city
and district of Montreal, Plaintiffs; against the
lands and tenements of **FRANCOIS MANDE-
VILLE**, notary and land agent, formerly residing
at the parish of Saint Polycarpe, district of Mont-
real, and now in the parish of Labelle, in the
district of Ottawa, in his quality of institute *grévé
de substitution*, **CHARLES BRUCHESI**, of the
city and district of Montreal, in capacity of curator
to said substitution, created under a deed of dona-
tion from François-Xavier Beaudry, in his lifetime
of the said city of Montreal, gentleman, before **L.
A. Grenier**, notary, on the twenty-third day of

1885, enregistré dans la division d'enregistrement d'Hochelega et Jacques-Cartier, le vingt-sixième jour du même mois, Défendans.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le quinzième jour de juin dernier (1899), aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 février 1900. 1011
[Première publication, 3 mars 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B)

District de Montréal

Montréal, à savoir : } THE TRUST AND LOAN
No 810. } COMPANY OF CANADA
Demanderesse ; contre LUDGER COUSINEAU ET
AL., Défendans, et J. U. EMARD, Adjudicataire.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui devait avoir lieu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le vingt-troisième jour de novembre dernier (1899), aura lieu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la revente de Joseph-Ulric Emard, pour folle enchère, et le dit Joseph-Ulric Emard est responsable à la demanderesse pour tous les intérêts, frais et dommages résultant du dit défaut de payer le dit prix d'achat, et aussi pour la différence entre le montant de son enchère et le prix à être réalisé par la revente, si ce prix est moindre.

Un dépôt de deux cents piastres (\$200.00) sera requis de chaque enchérisseur au moment de sa première enchère, suivant un jugement rendu le douzième jour d'octobre (1899).

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 février 1900. 1009
[Première publication, 3 mars 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'IBOIRE CONSTANT,
No. 339. } marchand, du village
de Vaudreuil, district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenemens de CHARLES BAL-
THAZARD, huissier, du village de Vaudreuil, dit
district, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en le village de Vaudreuil ; borné en front par la rue Saint-Louis, connu et désigné sous le numéro cent vingt-deux (122), des plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Sainte-Angélique, connu et désigné sous le numéro cent vingt-huit (128), des plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 27 février 1900. 1017
[Première publication, 1er mars 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH ARCHAMBAULT
No. 1078. } ET FABIEN BROUS-
SEAU, tous deux entrepreneurs plâtriers, de Mont-
réal, et y faisant affaires comme tels en société sous
la raison sociale de Archambault & Brousseau,
Demandeurs ; contre les terres et tenemens de
DAME JESSIE SMITH, de la cité de Montréal,
épouse séparée de biens de John Murison, du même
lieu, faisant affaires à Montréal comme constructeur
et entrepreneur, seule, sous la raison de "John

March, 1885, registered in the registration division of Hochelega and Jacques-Cartier, on the twenty-sixth day of same month, Defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place on the fifteenth day of June last (1899), will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 27th February, 1900. 1012
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TRUST AND LOAN
No. 810. } COMPANY OF CANADA,
Plaintiffs ; against LUDGER COUSINEAU ET AL.,
Defendants, and J. U. EMARD, Adjudicataire.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which should have taken place in my office, in the city of Montreal, on the twenty third day of November last (1899), will take place in my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, at the resale of Joseph-Ulric Emard, for false bidding, and the said Joseph-Ulric Emard is liable to the plaintiff for all interests, costs and damages resulting from the said failure to pay the said purchase price, and also for the difference between the amount of his bid, and the price to be realized by the resale, if such price be less.

A deposit of two hundred dollars (\$200.00) will be required from each bidder at the moment of his first bid, according to a judgment rendered on the twelfth day of October (1899).

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 27th February, 1900. 1010
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } L'IBOIRE CONSTANT, mer-
No. 339. } chant, of the village of
Vaudreuil, district of Montreal, Plaintiff ; against
the lands and tenements of CHARLES BAL-
THAZARD, bailiff, of the village of Vaudreuil, said
district, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Vaudreuil ; bounded in front by Saint Louis street, known and designated as number one hundred and twenty two (122), of the official plan book of reference of the village of Vaudreuil—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Sainte Angélique street, known and described as number one hundred and twenty-eight (128), of the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 27th February, 1900. 1018
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH ARCHAMBAULT
No. 1078. } AND FABIEN BROUS-
SEAU, both plasterers and contractors, of Montreal,
and carrying on business there as such in partner-
ship under the style and firm of Archambault &
Brousseau, Plaintiffs ; against the lands and tenements
of DAME JESSIE SMITH, of the city of
Montreal, wife separated as to property of John
Murison, of the same place, carrying on business at
Montreal as builder and contractor, alone, under the

Murison & Co., et le dit John Murison pour autoriser son épouse à l'effet des présentes, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Jessie Smith, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement sis et situé dans la ville Saint-Louis (Montréal annexe), dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, composé du lot connu sous le numéro huit (8), de la subdivision du numéro douze (12), et du lot numéro quarante (40), de la subdivision du numéro treize (13), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro douze (12); borné en front par l'Avenue du Parc—avec les bâtisses dessus construites et non terminées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 février 1900. Shérif, 1021
[Première publication, 3 mars 1900]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARGARET MAC-
No 638. } DONELL, des cités et district de Montréal, veuve de feu l'honorable Daniel Brennan, en son vivant de Charlottown, dans la province de l'Île du Prince-Edouard, marchand, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOSEPH H. HENDERSON, des cités et district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans les cités et district de Montréal, maintenant connu comme subdivision numéro dix huit (No 18), de la subdivision officielle du lot numéro seize cent trente six (No 1636), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la dite cité de Montréal, faisant front sur Plymouth Grove—et avec une maison ayant le front en pierre brute et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit de se servir de la ruelle en arrière, communiquant avec la rue Canning, en commun avec les autres personnes y ayant droit, mais sans aucun droit de l'encumber.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 février 1900. Shérif, 1015
[Première publication, 3 mars 1900]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DEMOISELLE ELODIE
No 106 } COUSINEAU, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse, de la Pointe aux Trembles, dans le district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle de feu Anastasie Goyer, épouse de feu Louis Cousineau, père. Demanderesse; et DAME ELODIE COUSINEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Placide Laframboise, commis, des cités et district de Montréal, et le dit Placide Laframboise pour autoriser son épouse, Demanderesse par reprise d'instance; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de Edouard Gohier, commerçant, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de M. Omer Wilfrid Legault, gérant, de la dite ville de Saint-Laurent, dûment nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

1° a Une terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, en la Côte Vertu, étant la partie nord-est non subdivisée du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Lau-

rent, style and firm of "John Murison & Co", and the said John Murison to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Dame Jessie Smith, the following immovable, to wit :

A lot situate and being in the town of Saint-Louis (Montreal annex), in the county of Hochelaga, district of Montreal, made up of the lot known as number eight (8), of the subdivision of number twelve (12), and of lot number forty (40), of the subdivision of number thirteen (13), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, as number twelve (12); bounded in front by Parke Avenue—with the buildings thereon erected and not finished, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 27th February, 1900. Sheriff, 1022
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARGARET MAC-
No. 638. } DONELL, of the city and district of Montreal, widow of the late the Honorable Daniel Brennan, in his lifetime of Charlottown, in the province of Prince Edouard Island, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH H. HENDERSON, of the city and district of Montreal, Defendant.

The certain lot of land situated in the city and district of Montreal, now known as subdivision (No. 18), number eighteen, of the official subdivision of lot number sixteen hundred and thirty six (No. 1636), on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the said city of Montreal, fronting on Plymouth Grove—and having a rough stone front tenement dwelling house and other erections thereon, with the right of use of the lane in rear, communicating with Canning street, in common with others having a right therein, but without any right to incumber the same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 27th February, 1900. Sheriff, 1016
[First published, 3rd March, 1900]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS ELODIE COUSI-
No. 106. } NEAU, spinster, in the enjoyment of her rights, of the parish of Pointe aux Trembles, in the district of Montreal, as well personally as in her quality of universal legatee of the late Anastasie Goyer, wife of the late Louis Cousineau, senior, plaintiff; and DAME ELODIE COUSINEAU, wife separated as to property by marriage contract of Placide Laframboise, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Placide Laframboise to authorize his wife, Plaintiff in continuance of suit; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ in this cause, of Edouard Gohier, trader, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, Defendant, now in the hands of Omer Wilfrid Legault, manager, of the said town of Saint Laurent, duly appointed curator to the surrender made by the said defendant.

1° a A land situate in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, in the Côte Vertu, being the unsubdivided north east part of the lot known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint

rent, sous le numéro deux cent cinquante un (251); tenant en front au chemin de la Côte Vertu, en profondeur au numéro officiel dix neuf (19), d'un côté au nord-est, par le par les lots de subdivision numéros deux et trois (2 et 3), du dit lot numéro de x cent cinquante un (251), et partie par le lot numéro officiel deux cent cinquante deux (252), et d'autre côté, au sud-ouest par le résidu du lot numéro deux cent cinquante et un (251)—avec bâtisses y érigées, et contenant un arpent et trois quarts de front par trente arpents de profondeur,

b. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie est du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro dix-neuf (19); borné à un bout au nord-ouest par la partie subdivisée du dit lot numéro dix-neuf (19) et par le numéro officiel dix-huit (18), au nord-est par le lot numéro officiel douze (12), et une petite partie du lot officiel deux cent cinquante-deux (252), à l'autre bout au sud-est par le lot numéro officiel deux cent cinquante et un et au sud-ouest par l'autre partie non subdivisée du dit lot numéro dix-neuf (19), et contenant quarante-trois arpents en superficie; ces dites deux terres forment seule une et même exploitation.

2^a a. Une autre terre situés en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie non subdivisée de la partie nord-est du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent quarante-deux (242), comprises dans les bornes suivantes: tenant en front par le chemin de la Côte Vertu, en profondeur au nord-ouest par le lot numéro officiel vingt-six (26), d'un côté au nord-est, partie au lot numéros officiels deux cent cinquante (250), partie au lot numéro officiel deux cent cinquante et un (251), et partie par le lot numéro officiel dix-neuf (19), l'autre côté au sud-ouest, partie par le lot de subdivision numéro dix-sept (17), du dit lot numéro deux cent quarante-deux (242), et partie par les lots de subdivision du dit lot numéro deux cent quarante-deux (242), comprise dans sa progression numérique de cent quarante-sept à deux cent dix-neuf, inclusivement, et partie par le chemin O'Brien, étant partie de la partie sud-ouest du dit lot numéro deux cent quarante-deux (242)—avec bâtisses sus-érigées.

b. Une autre terre située en la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, étant la partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro vingt-six (26), laquelle partie tient à un bout à la partie non subdivisée du lot numéro officiel deux cent quarante-deux (242), à l'autre bout par une partie du dit lot numéro vingt-six (26), appartenant à Hormidas Lagacé ou représentants, au nord-est au lot numéro officiel dix-neuf (19) Est au sud-ouest par le chemin O'Brien, étant la partie du dit lot numéro vingt-six (26), d'une superficie totale de vingt-neuf arpents et un soixante dixième d'arpent, plus ou moins; ces dites deux terres forment une seule et même exploitation.

Pour être vendues en mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 27 février 1900. Shérif. 1019
[Première publication, 3 mars 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Montréal.

Montréal, à savoir: } DONALD ALEXANDER
No. 928. } BARON STRATHCONA
ET MOUNTROYAL, des cité et district de Montréal, chancelier de l'Institution Royale pour l'avancement des sciences, William Peterson, docteur en droit, vice-chancelier de l'Institution Royale pour

Laurent, as number two hundred and fifty-one (251); bounded in front by the Côte Vertu road, in depth by the official number nineteen (19), on one side to the north east partly by the subdivision lots numbers two and three (2 and 3), of the said lot number two hundred and fifty-one (251), and partly by the official lot number two hundred and fifty-two (252), and on the other side to the south west by the residue of lot number two hundred and fifty-one (251)—with buildings thereon erected, and containing one arpent and three quarters in front by thirty arpents in depth

b. Another land situate in the parish of Saint-Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the east part of the lot known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number nineteen (19); bounded at one end to the north west by the subdivided part of the said lot number nineteen (19), and by the official number eighteen (18), on the north east by the official lot number twelve (12), and a small part of the official lot two hundred and fifty-two (252), at the other end to the south east by the official number two hundred and fifty-one, and on the south west by the other unsubdivided part of said lot number nineteen, (19), containing forty-three arpents in area; these two said lots form one and the same plot.

2. a. Another land situate in the parish of Saint-Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the unsubdivided part of the north east part of the lot known on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and forty-two (242), comprised within the following limits: bounded in front by the Côte Vertu road, in depth, to the north west by the official lot number twenty-six (26), on one side to the north east part by the official lot number two hundred and fifty (250), partly by official lot number two hundred and fifty-one (251), and partly by official lot number nineteen (19), on the other side, to the south west partly by the subdivision lot number seventeen (17), of the said lot number two hundred and forty-two (242), and partly by the subdivision lots of the said lots number two hundred and forty-two (242), comprised in its numerical progression from one hundred and forty-seven to two hundred and nineteen inclusively, and partly by the O'Brien road, being part of the south west part of the said lot number two hundred and forty-two (242)—with buildings thereon erected.

b. Another land situate in the parish of Saint-Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, being the part of lot known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number (26), which part joins at one end to the unsubdivided part of the official lot number two hundred and forty-two (242), at the other end to a part of the said lot number twenty six (26), belonging to Hormidas Lagacé or representatives, on the north east by the official lot number nineteen (19), and on the south west by the O'Brien road, being the part of the said lot number twenty-six (26), of a total area of twenty-nine arpents and one seventieth of an arpent, more or less; the said two lands forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 27th February, 1900. Sheriff. 1020
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Mont-eal.

Montreal, to wit: } DONALD ALEXANDER
No. 928. } BARON STRATHCONA
CONA AND MOUNTROYAL, of the city and district of Montreal, chancellor of the Royal Institution for the advancement of learning, William Peterson, doctor of laws, vice chancellor of the

l'avancement des sciences, de la dite cité de Montréal, et John Lang Morris, du même lieu. Conseil de la Reine, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Frederick Williams Torrance, en son vivant juge de la cour supérieure, à Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de JAMES BAXTER, des cité et district de Montréal, banquier et courtier, Défendeur.

1° Trois lots de terre situés dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelega, district de Montréal, étant les subdivisions numéros cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf et cent soixante (158, 159 et 160), de la subdivision du lot officiel numéro dix (10), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelega, district de Montréal, les dits lots étant bornés en front par la rue Saint-Laurent—et avec bâtisses dessus érigées, avec l'usage en commun avec qui de droit dans la ruelle en arrière des dits lots.

2° Cinq lots de terre situés dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, étant les subdivisions numéros dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux et vingt-trois (19, 20, 21, 22 et 23), de la subdivision du lot officiel numéro dix-neuf (19), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, en la dite cité de Montréal; bornés en front par la rue Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées, et à distraire la lisière prise sur le front des susdits lots et expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue Saint-Laurent.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 février 1900. Shérif. 727-2
[Première publication, 10 février 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PIERRE DEMERS ET
No 1787. } ARISTIDE DEMERS, marchands, de la cité de Montréal, et faisant affaires ensemble et en société sous la raison sociale de "P. Demers & Fils," Demandeurs; contre les terres et tenements de BENJAMIN BERTHELETTE, voiturier, du village de Notre-Dame des Neiges Ouest, district de Montréal, Défendeur.

3° La moitié indivise d'un terrain ou emplacement présentement connu et désigné sous le lot officiel numéro cent quatre (104), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, de la contenance d'un demi arpent de front sur neuf perches de profondeur, plus ou moins; tenant par devant au chemin du Roi—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 février 1900. Shérif. 725-2
[Première publication, 10 février 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ALASKA COMMER-
No 1339. } CIAL COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de San Francisco, dans l'Etat de Californie, Demandeur; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro neuf cent quarante-neuf (949); borné en

Royal Institution for the advancement of learning, of the said city of Montreal, and John Lang Morris, of the same place, Queen's Council, in their qualities of executors under the last will and testament of the late Frederick William Torrance, in his lifetime judge of the superior court, at Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of JAMES BAXTER, of the city and district of Montreal, banker and broker, Defendant.

1. Three lots of land situate in the town of Saint Louis, county of Hochelega, district of Montreal, being the subdivisions numbers one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty (158, 159 and 160), of the subdivision of the official lot number ten (10), known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, county of Hochelega, district of Montreal, the said lots being bounded in front by Saint Lawrence street—with the buildings thereon erected and with the use in common with those thereto entitled in the lane in rear of the said lots.

2. Five lots of land situate in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, being subdivisions numbers nineteen, twenty-two-one, twenty-two and twenty-three (19, 20, 21, 22 and 23), of the subdivision of the official lot number nineteen (19), known and described on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, in the said city of Montreal—with buildings thereon erected, and reserving the strip taken on the front of the said lots and expropriated by the city of Montreal, for the widening of said Saint Lawrence street.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th February, 1900. Sheriff. 729
[First published, 10th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

District of Montreal.

Montreal, to wit: } PIERRE DEMERS AND
No. 1787. } ARISTIDE DEMERS, merchants, of the city of Montreal, and doing business together and in partnership under the style and firm of "P. Demers & Fils," Plaintiffs; against the lands and tenements of BENJAMIN BERTHELETTE, carriage maker, of the village of Notre-Dame des Neiges West, district of Montreal, Defendant.

3. The undivided half of a lot or piece of land now known and described as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, containing one half arpent in front by nine perches in depth, more or less; bounded in front by the King's road—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th February, 1900. Sheriff. 726
[First published, 10th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ALASKA COMMER-
No. 1339. } CIAL COMPANY, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of San Francisco, in the State of California, Plaintiff; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate and being in Saint Antoine ward, of the city of Montreal, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number nine hundred and forty-nine (949);

front par la rue Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro neuf cent quarante-neuf A (949 A); borné en front par la rue Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jours de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 6 février 1900. 703-2
[Première publication, 10 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE LOUIS
No 1466. } L. FRANCOIS RODRIGUE MASSON, l'un des sénateurs de la puissance du Canada, de la cité et du district de Montréal, et al, agissant tous aux présentes en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand, de la dite cité de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de JOHN A. RAFTER, marchand, de la cité et du district de Montréal, agissant aux présentes tant comme usufructuaire que comme exécuteur testamentaire de feu Dame Marie Louise McGillis, son épouse, Défendeur.

Saisis comme appartenant et en la possession du dit Défendeur *ès-qualité*, les immeubles suivants, savoir :

1° Un terrain situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, portant le numéro deux (2), de la subdivision du numéro quatorze cent soixante (1460), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, contenant vingt-huit pieds de largeur par cent seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front au sud sud-ouest par la rue Peel, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot No 1, et du côté nord-ouest par le lot No 3, de la dite subdivision—avec une maison en brique, façade en pierre, une écurie et autres bâtisses dessus construites, avec droit en commun avec d'autres dans la dite ruelle.

2° Cinq lots de terre ou emplacements situés dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, et portant les numéros soixante et dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois (79, 80, 81, 82 et 83), de la subdivision du numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, contenant ensemble cent trente-trois pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; bornés en front au nord-est par la rue Charlevoix, ci-devant chemin Napoléon, en arrière par une ruelle portant le numéro soixante et dix-sept, de la dite subdivision, du côté nord-ouest par la rue Knox, et du côté sud-est par le lot No 78, de la dite subdivision—avec un pâté de maisons en brique et autres bâtisses construites sur le dit terrain, avec aussi droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle. Les susdits lots Nos 79, 80, 81, 82 et 83 ne forment qu'une seule et même exploitation, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif,
Montréal, 6 février 1900. 705-2
[Première publication, 10 février 1900.]

bounded in front by Saint Antoine street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number nine hundred and forty-nine A (949 A); bounded in front by Saint Antoine street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Montreal, 6th February, 1900. 704
[First published, 10th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE HONORABLE LOUIS
No. 1466. } L. FRANCOIS RODRIGUE MASSON, one of the Senators of the Dominion of Canada, of the city and district of Montreal, et al, all acting herein in their quality of sole testamentary executors and administrators in trust (fidéi-commissaires) to the property of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of JOHN A. RAFTER, merchant, of the city and district of Montreal, all acting herein as well as usufructuary as testamentary executor of the late Dame Marie Louise McGillis, his wife, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant *ès-qualité*, the following immovables, to wit :

1. A lot of land situate in Saint-Antoine ward, of the city of Montreal, bearing the number two (2), of the subdivision of number fourteen hundred and sixty (1460), of the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, containing twenty-eight feet in width by one hundred and sixteen feet in depth, english measure, more or less; bounded in front to the south west by Peel street, in rear by a lane, on the south east side by lot No 1, and on the north west side by lot No. 3, of the subdivision—with a brick house, with stone front, one stable and other buildings thereon erected, with the right in common with others in the said lane.

2. Five lots of land or emplacements situated in Saint Gabriel ward, of the city of Montreal, and bearing numbers seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two and eighty-three (79, 80, 81, 82 and 83), of the subdivision of number three thousand three hundred and ninety-nine (3399), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelega, containing together one hundred and thirty-three feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less, english measure; bounded in front to the north east by Charlevoix street, heretofore Napoléon road, in rear by a lane bearing the number seventy-seven, of the said subdivision, on the north west side by Knox street, and on the south east side by lot No. 78, of the said subdivision—with a block of brick houses and other buildings erected on the said lot of land, with also the right of passage in common with others in the said lane. The aforesaid lots numbers 79, 80, 81, 82 and 83 forming only one and the same plot, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff,
Montreal, 6th February, 1900. 706
[First published, 10th February, 1900.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **THE PLANO MANUFACTURING COMPANY**, corps politique et incorporé, dûment incorporé suivant la loi de l'état de l'Illinois, de West Pullman, Chicago, Illinois, un des Etats-Uns d'Amérique, Demanderesse ; contre **GEORGE E. GREEN**, ci-devant du canton de Templeton, mais maintenant de la ville de Pisek, dans l'état de North Dakota, l'un des dits Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

La moitié nord des trois quarts sud, et la deventure c'e forme irrégulière (*broken front*), de la moitié est du lot numéro dix (10), dans le premier rang des lots dans le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, étant la moitié de toute la quantité de terre et eau compris en dedans des bornes des dits trois quarts sud et dite deventure de forme irrégulière (*broken front*), de la dite moitié est du lot numéro dix (10), et contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, et comprenant parties des lots dix A (10 A) et dix D (10 D), sur le dit premier rang, d'après le plan officiel du dit canton de Templeton, et lequel dit morceau de terre est borné sur le côté sud par la ligne de division, entre la moitié sud des dits trois quarts sud et deventure de forme irrégulière (*broken front*), de la dite moitié est du lot numéro dix (10), la propriété de James L. Stanyard, vers le nord par les vingt-cinq acres du dit lot numéro dix A (10 A), la propriété des héritiers de feu Samuel Green, vers l'est par la ligne de côté, entre les lots neuf (9), dix A (10 A), et dix D (10 D), et vers l'ouest par la ligne de division entre les dits lots dix A (10 A), dix D (10 D) et dix B (10 B), dans le dit premier rang.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le **TROISIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

COUTLEE & WRIGHT,Bureau du Shérif,
Hull, 20 février 1900.Shérif.
1001

[Première publication, 3 mars 1900.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **HECTOR MCKENZIE**
District de Pontiac. } **ET JAMES POWER**
No 436. } **CLEGHORN**, des cité et district de Montréal, commerçants, faisant affaires en société sous le nom de J. G. McKenzie & Cie., Demandeurs ; contre **DAME MARY McVEIGH**, veuve de feu Michael Hughes, de Litchfield, district de Pontiac, Défenderesse.

Ce morceau de terre connu et désigné comme étant partie de la partie ouest ou tel que mentionné dans les lettres patentes désigné et daté dans l'acte de vente ci-dessous mentionné de la partie du bout nord-ouest du lot de terre désigné sous le numéro six, dans le premier rang du canton de Litchfield, et situé dans le dit canton. Le dit morceau de terre contenant quatre acres de largeur sur vingt-cinq acres de profondeur, et borné à l'ouest ou aux environs de l'ouest par la rivière

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **THE PLANO MANUFACTURING COMPANY**, a body politic and corporate, duly incorporated according to the laws of the state of Illinois, of West Pullman, Chicago, Illinois, one of the United States of America, Plaintiff ; against **GEORGE E. GREEN**, formerly of the township of east Templeton, but now of the town of Pisek, in the state of North Dakota, one of the said United States of America, Defendant, to wit :

The north half of the south three quarters, and broken front of the east half of lot number ten (10), in the first range of lots in the township of Templeton, in the district of Ottawa, being the half of the whole quantity of land and water comprised within the boundaries of the said south three quarters and broken front of the said east half of lot number ten and containing fifty (50) acres in superficies, more or less, and comprising parts of lots ten A (10 A) and ten D (10 D), in the said first range, on the official plan of the said township of Templeton, and which said piece of land is bounded on the south by the division between the south half of said three quarters and broken front of said east half of lot ten, the property of James L. Stanyard, on the north by the twenty-five acres of said lot ten A (10 A), the property of the heirs of the late Samuel Green, on the east by the side line between lots nine (9), ten A (10 A) and ten D (10 D), and on the west by the division line between said lots ten A (10 A), ten D (10 D) and ten B (10 B), in the said first range.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **THIRD** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 20th February, 1900.

Sheriff.

1002

[First published 3rd March, 1900.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.*

Province of Québec. } **HECTOR MCKENZIE**
District of Pontiac. } **AND JAMES POWER**
No. 476. } **CLEGHORN**, of the city and district of Montreal, traders in copartner under the name of J. G. McKenzie & Co, Plaintiffs ; against **DAME MARY McVEIGH**, widow of the late Michael Hughes, of Litchfield, district of Pontiac, Defendant.

That certain piece or parcel of land known and described as being part of the western portion or as is expressed in the letters patent mentioned and dated in the deed of sale hereinafter mentioned of the north west and part of the lot of land designated as number six, in first range of the township of Litchfield, and there situated. The said piece of land containing four acres in width by twenty-five acres in length, and bounded to the west or there about the west by the river Ottawa, to the east or there

Ottawa, à l'est ou aux environs de l'est par la partie du bout est du dit lot numéro six, appartenant à un nommé John Moorhead, au nord-est ou aux environs du côté nord-est par le lot numéro cinq, du susdit premier rang appartenant à John Thomson, et au sud-ouest ou aux environs du côté sud-ouest par le résidu de la dite partie ouest du dit lot numéro six—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 27 février 1900. 1025
[Première publication, 3 mars 1900.]

about the east by the east end part of said lot number six, owned by one John Moorhead, on the north east or there about the north east side by lot number five, in the aforesaid first range belonging to John Thomson, and on the south west or there about the south west side by the remaining part of said western portion of said lot number six—with buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 27th February, 1900. 1026
[First published, 3rd March, 1900.]

Ventes par le Sherif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec à savoir : } GUSTAVE GAGNON organiste et professeur de musique, de la cité de Québec; contre CHARLES AUGUSTE HAMEL, écuyer de la cité de Québec, médecin, et Pierre Edouard Emile Bélanger, notaire, de la cité de Québec, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints de la succession de feu Abraham Hamel, en son vivant de la cité de Québec, et autres; à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 2226 (deux mille deux cent vingt-six), du cadastre officiel du quartier Saint-Pierre de la cité de Québec, étant un emplacement situé Côte de la Montagne et rue Sous le Fort—avec bâtisses.

2° La moitié indivise des lots No 1073 (mille soixante et treize) et 1124 (onze cent vingt quatre) du cadastre officiel du quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rues Notre-Dame des Anges et Charest—avec bâtisses, pour être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON, Shérif.
Bureau du Shérif, Québec, 1er mars 1900. 1041.
[Première publication, 3 mars 1900.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } GUSTAVE GAGNON, organiste et professeur de musique, de la cité de Québec, contre CHARLES AUGUSTE HAMEL, écuyer, de la cité de Québec, médecin, et Pierre Edouard Emile Bélanger, notaire, de la cité de Québec, tous deux en leur qualité d'exécuteurs conjoints des successions de feus Abraham Hamel et Marie Cécile Roy, en leur vivant de la cité de Québec, et autres, à savoir :

Le lot numéro 7 (sept), de la subdivision du lot No. 2969 (deux mille neuf cent soixante et neuf), du cadastre officiel du quartier du Palais, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Hamel—avec bâtisses; avec droit de passage mitoyen sur le lot numéro deux, de la subdivision du dit lot 2969.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON, Shérif.
Bureau du Shérif, Québec, 1er mars 1900. 1039
[Première publication, 3 mars 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } GUSTAVE GAGNON, Organist and professor of music, of the city of Québec; against CHARLES AUGUSTE HAMEL, esquire, of the city of Québec, physician, and Pierre Edouard Emile Bélanger, notary, of the city of Québec, both in their quality of joint testamentary executors to the estate of the late Abraham Hamel, in his lifetime of the city of Québec, and others, to wit :

1. The undivided half of lot number two thousand two hundred and twenty-six (2226), of the official cadastre of Saint Peter's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Mountain Hill and Sous-le-Fort street—with buildings.

2. The undivided half of lots No. 1073, one thousand and seventy-three) and 1124 (eleven hundred and twenty-four), of the official cadastre of Jacques-Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Notre-Dame des Anges and Charest streets—with buildings, to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.
Sheriff Office, Québec, 1st March, 1900. 1042
[First published, 3rd March, 1900.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } GUSTAVE GAGNON, organist and professor of music, of the city of Québec; against CHARLES AUGUSTE HAMEL, esquire, of the city of Québec, physician, and Pierre Edouard Emile Bélanger, notary, of the city of Québec, both in their quality of joint executors to the estate of the late Abraham Hamel and Marie Cecile Roy, in their lifetime of the city of Québec, and others, to wit :

Lot number 7 (seven), of the subdivision of lot number 2969 (two thousand nine hundred and sixty-nine) of the official cadastre for Palace ward, of the city of Québec, being a lot situate on Hamel street—with buildings; with the right of passage in common over lot number two, of the subdivision of the said lot 2969.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON, Sheriff.
Sheriff's Office, Québec, 1st March, 1900. 1040
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } **DAME MARY ANN LAMP-**
 No 1190. } **SON**, veuve de feu Wil-
 liam Godfrey Wurtele, écuyer, marchand, et autres ;
 contre **DLE JOSEPHINE BERNIER**, fille ma-
 jeure, de la paroisse de Saint-Charles de Limoilou,
 dans le district de Québec, à savoir :

Les termes non exirés de trois baux emphytéoti-
 ques du lot No 2459 (deux mille quatre cent cin-
 quante-neuf), du cadastre officiel pour le quartier
 Champlain, de la cité de Québec, étant un lot de
 terre situé dans la rue Champlain—avec bâtisses.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
 de Québec, le **SIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain,
 à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rap-
 portable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Québec, 1er mars 1900. 1043
 [Première publication, 3 mars 1900.]

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUÉBEC** ;
 No 2642. } **L** contre **ZOE ALAIN**, de
 la paroisse de Saint Raymond, en le comté de Port-
 neuf, en le district de Québec, ci-devant de la cité
 de Québec, en le district de Québec, épouse séparée
 de biens de Patrick Gauvin, et le dit Patrick Gauvin
 mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No 1218 A (mille deux cent dix-huit A),
 du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier,
 de la cité de Québec, étant un terrain situé rue
 Sainte-Hélène.

2° Partie du lot No 1218 B (mille deux cent dix-
 huit B), du dit cadastre, étant une lisière de terrain
 de deux pieds et trois pouces de largeur à prendre
 du côté ouest au bout de la profondeur du dit lot
 No 1218 B, se prolongeant de la dit : profondeur et
 finissant à rien en ligne droite vers le nord jusqu'au
 point de division à la profondeur des deux maisons
 construites sur les dits lots ; sujet à une rente an-
 nuelle foncière de \$8.84, payable le 29 septembre à
 Sa Majesté, représentée par le gouvernement de
 cette province, la dite rente affectant aussi tout le
 dit lot No 1218 B ; le tout pour être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
 Québec, le **VINGT-TROISIEME** jour de **MARS**
 prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Québec, 15 février 1900. 863-2
 [Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **CHARLES JOSEPH MAR-**
 No 504. } **CHILDON**, commerçant,
 de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets ; contre
EDOUARD BARARÉ, de la paroisse de Saint-
 Jean Deschaillons, district de Québec, à savoir :

1° Le lot No 245 (deux cent quarante-cinq), du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-
 Deschaillons, étant une terre située au troisième rang—
 avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 246 (deux cent quarante-six), du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-
 Deschaillons, étant une terre située au troisième
 rang—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

3° Une bâtisse en bois à deux étages contenant
 un moulin à scie, un moulin à bardeau et un planeur,
 avec tout l'agrès et l'outillage s'y trouvant actuelle-
 ment et servant à l'exploitation des dits moulins et
 planeur, plus une chaudière et un engin servant à
 mettre le mécanisme en opération. Le tout situé
 sur une partie du terrain de Louis Lafond et Lubin
 Pérusse, tous deux de Sainte-Emilie, que ces der-
 niers possèdent par indivis et faisant partie du lot
 cadastral No 2 (deux), pour cette dernière paroisse.
 Lequel terrain le défendeur occupe par bail verbal

FIERI FACIAS.

Circuit of Quebec.

Quebec, to wit : } **DAME MARY ANN LAMP-**
 No. 1190. } **SON**, widow of the late
 William Godfrey Wurtele, esquire, merchant, and
 others ; against **MISS JOSEPHINE BERNIER**,
 of the parish of Saint Charles de Limoilou, in the
 district of Quebec, spinster, to wit :

The unexpired terms of the three emphyteotic
 leases of lot No. 2459, (two thousand four hundred
 and fifty-nine), of the official cadastre for Champlain
 ward, of the city of Quebec, being a lot of ground
 situate in Champlain street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the
SIXTH day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the
 forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Quebec, 1st March, 1900. 1044
 [First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC** ;
 No. 2642. } **L** against **ZOE ALAIN**, of the
 parish of Saint Raymond, in the county of Port-
 neuf, in the district of Quebec, heretofore of the city
 of Quebec, in the district of Quebec, wife separated
 as to property of Patrick Gauvin, and the said
 Patrick Gauvin *mis en cause* to assist his said wife,
 to wit :

1. Lot No. 1218 A (one thousand two hundred
 and eighteen A), of the official cadastre for Jacques
 Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot of
 land situate in Saint Helen street.

2. Part of lot No. 1218 B (one thousand two hun-
 dred and eighteen B), of the said cadastre, being a
 strip of land two feet three inches in width to be taken
 from the west side at the end of the depth of the
 said lot No. 1218 B, extending from the said depth
 and ending in nothing in a straight line towards
 the north to the point of division to the depth of
 the two houses built on the said lots ; subject to an
 annual ground rent of \$8.84, payable on the 29th
 September, to Her Majesty, represented by the
 government of this province, the said rent also
 affecting the whole of the said lot No. 1218 B ; the
 whole to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
 the **TWENTY-THIRD** day of **MARCH** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Quebec, 15th February, 1900. 864
 [First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **CHARLES JOSEPH MAR-**
 No. 504. } **CHILDON**, trader, of the
 parish of Saint Pierre les Becquets ; against
EDOUARD BARARÉ, of the parish of Saint Jean
 Deschaillons, district of Quebec, to wit :

1. Lot No. 245 (two hundred and forty-five), of
 the official cadastre for the parish of Saint Jean
 Deschaillons, being a lot of land situate in the third
 range—with buildings, circumstances and depend-
 encies.

2. Lot No. 246 (two hundred and forty-six), of
 the official cadastre for the parish of Saint Jean
 Deschaillons, being a lot situate in the third range—
 with buildings, circumstances and dependencies.

3. A two story frame building containing a
 saw-mill, a shingle mill, a planer, with all the
 accessories and plant actually there and used
 in working the said mill and planer, also a boiler
 and engine for driving the said machinery. The
 whole situated on a part of the lot of Louis Lafond
 and Lubin Pérusse, both of Sainte Emilie, which
 the latter own undividedly and which forms part of
 lot cadastral No. 2 (two), for the latter parish.
 Which said lot the defendant occupies under verbal
 lease to him consented by the said Lafond and

à lui consenti par les dits Lafond et Pérusse, moyennant vingt piastres de rente annuelle.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschailions, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 15 février 1900. Snérif. 869-2
[Première publication, 17 février 1900].

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure—District de Richelieu

Sorel à savoir: } GUILLAUME ALIAS WILLIE No 4263. } GILL, commerçant, de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, Demandeur; contre DAME ALICE O'HEIR, épouse contractuellement séparée de biens de William Boivin, entrepreneur, de la cité de Sorel, et y faisant affaires seul comme menuisier, en la cité de Sorel, sous la raison de "Boivin & Cie", Défenderesse, et Alberic Archie Mondou, écuyer, notaire, de Pierreville, curateur.

1° La faculté de reméré qu'a droit d'exercer la dite défenderesse en payant à Dame Rose Anna Massé, de la cité de Sorel, épouse de Jean-Baptiste Vanasse, agriculteur, du même lieu, la somme de douze cents piastres courant, avec intérêt à sept pour cent à compter du quatorze novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, de l'immeuble suivant, savoir: un morceau situé en la cité de Sorel, sur la rue Georges, étant partie du lot numéro six cent quarante et un (pt. No 641) du cadastre officiel de la ville de Sorel, de la contenance de trente-six pieds de front sur quatrevingt-dix-neuf pieds de profondeur, et prenant de là une largeur de soixante et six pieds sur une profondeur additionnelle de trente-trois pieds; borné en front par la rue Georges et par partie du lot No 641, en profondeur par le lot No 640, d'un côté à l'ouest par le lot No 642, et de l'autre côté à l'est, par partie du lot No 641 et par la rue Phipps—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, étant le lot numéro cinq cent quarante-huit (No 548), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

3° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Augusta, étant le lot numéro cinq cent quarante-neuf (No 549), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées.

4° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Victoria, étant le lot numéro onze cent quarante et un (1141), du cadastre officiel de la ville de Sorel, avec les bâtisses dessus érigées.

5° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Victoria, étant le lot numéro onze cent quarante-deux (1142), du cadastre officiel de la ville de Sorel—avec les bâtisses dessus érigées. A la charge du bail conditionnel comportant promesse de vente consenti par la dite défenderesse, le vingt et un août 1897, en faveur de Adélarde Hogue Jean Marie, devant Mre W. H. Chapdelaine, notaire.

6° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur une ruelle, étant le lot numéro onze cent cinquante-trois (No 1153), du cadastre officiel de la ville de Sorel, circonstances et dépendances.

7° Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur une ruelle, étant le lot numéro onze cent cinquante-quatre (No 1154), du cadastre officiel de la ville de Sorel—circonstances et dépendances.

Perusse, in consideration of an annual rent of twenty dollars.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Deschailions, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the fore noon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 15th February, 1900. Sheriff. 870
[First published, 17th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } GUILLAUME ALIAS WILLIE No. 4263. } GILL, trader, of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, Plaintiff; against DAME ALICE O'HEIR, wife separated as to property by marriage contract of William Boivin, contractor, of the city of Sorel, and carrying on business there alone as a joiner, in the city of Sorel, under the style and firm of Boivin & Co., Defendant, and Alberic Archie Mondou, esquire, notary, of Pierreville, curator.

1. The option of redemption which the said defendant has the right to exercise on paying to Dame Rose Anna Massé, of the city of Sorel, wife of Jean-Baptiste Vanasse, farmer, of the same place, the sum of twelve hundred dollars currency, with interest at seven per cent counting from the fourteenth day of November, one thousand eight hundred and ninety-eight, of the following immovable, to wit: a piece of land situate in the city of Sorel, on George street, being part of the lot number six hundred and forty-one (pt. No. 641), of the official cadastre of the town of Sorel, containing thirty-six feet in front by ninety-nine feet in depth, and taking from thence a width of sixty-six feet by an additional depth of thirty-three feet; bounded in front by George street, and by part of lot No. 641, in depth by lot No. 640, on one side to the west by lot No. 642, and on the other side to the east by part of lot No. 641 and by Phipps street—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, being lot number five hundred and forty-eight (No. 548), of the official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land situate in the city of Sorel, on Augusta street, being lot number five hundred and forty-nine (549), of the official cadastre of the town of Sorel—with the building thereon erected.

4. A piece of land situate in the city of Sorel, on Victoria street, being number eleven hundred and forty-one (1141), of the official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected.

5. A piece of land situate in the city of Sorel, on Victoria street, being number eleven hundred and forty-two (No. 1142), of the official cadastre of the town of Sorel—with the buildings thereon erected. Subject to the charge of the conditional lease including promise of sale passed by the said defendant, on the twenty-first day of August, 1897, in favor of Adélarde Hogue Jean Marie, before Mre W. H. Chapdelaine, notary.

6. A piece of land situate in the city of Sorel, on a lane, being the number eleven hundred and fifty-three (1153), of the official cadastre of the town of Sorel—circumstances and dependencies.

7. A piece of land situate in the city of Sorel, on a lane, being the number eleven hundred and fifty-four (1154), of the official cadastre of the town of Sorel—circumstances and dependencies.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le QUATRIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit mandat rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 1er mars 1900. Shérif. 1033.
[Première publication, 3 mars, 1900.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure du district Richelieu.

Sorel, à savoir : } JOSEPHAT MARTEL, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Perpétue, dans le comté de Nicolet, district des Trois-Rivières, Demandeur; contre HONORE MARTEL, propriétaire de moulin et commerçant, de la paroisse de Saint-Pie de Déguire, Défendeur, et Dorila Desmarais, commerçant, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, curateur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Pie de Déguire, en la concession Sainte-Marguerite, étant le lot numéro quarante et un (No 41), et partie du lot numéro quarante-deux (pt. No 42), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Pie de Déguire, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout au nord-est à la rivière Saint-François, de l'autre bout au sud-ouest à la concession Sainte-Juliette, d'un côté à Rock Perrault, et de l'autre côté à Napoléon Martel—avec les dépendances dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Pie de Déguire, en la concession Saint-Henri, étant partie du lot numéro cinq cent soixante et dix (pt. No 570), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Pie de Déguire, de deux arpents de largeur sur une profondeur d'environ un arpent, de là faisant équerre et ayant deux arpents et quarante-cinq pieds de largeur sur une profondeur additionnelle de cent trente-cinq pieds, tenant d'un bout vers le nord-est partie à Philippe Parenteau, et partie au chemin de front de la dite concession Saint-Henri, de l'autre bout vers le sud-ouest au premier cours d'eau qui se trouve au nord-ouest du dit chemin et des deux côtés à Philippe Parenteau—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pie de Déguire, le QUATORZIEME jour du mois de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 7 février 1900. Shérif. 761-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés n'ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } CHARLES DESJARDINS, Demandeur; à savoir : No 596. } vs. ALPHONSE FORGET, Défendeur, savoir :

Deux terrains situés dans le deuxième rang du canton Morin, en la paroisse de Sainte-Adèle, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse, sous les numéros dix-neuf et vingt A, (19 et 20 A)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the FOURTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 1st March, 1900. Sheriff. 1034
[First published, 3rd March, 1900.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court of the district of Richelieu.

Sorel, to wit : } JOSAPHAT MARTEL, farmer, No. 4258. } of the parish of Sainte-Perpétue, in the county of Nicolet, district of Three Rivers, Plaintiff; against HONORE MARTEL, mill owner and trader, of the parish of Saint Pie de Deguire, Defendant, and Dorila Desmarais, trader, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, curator.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Pie de Deguire, in the concession Sainte Marguerite, being lot number forty-one (No. 41) and part of lot number forty-two (pt. No. 42), of the official cadastre of the said parish of Saint Pie de Deguire, containing one arpent and a half in width by twenty-five arpents in depth, the whole more or less; bounded at one end to the north east by the river Saint Francis, at the other end to the south west by the concession Sainte Juliette, on one side by Roch Perrault, and on the other side by Napoléon Martel—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the parish of Saint-Pie de Deguire, in the concession Saint-Henri, being part of lot number five hundred and seventy (pt. No. 570), of the official cadastre of the said parish of Saint Pie de Deguire, of two arpents in width by a depth of about one arpent, from thence forming triangle and having two arpents and forty-five feet in width by an additional depth of one hundred and thirty-five feet; bounded at one end to the north east partly by Philippe Parenteau, and partly by the front road of the said concession Saint Henri, at the other end to the south west by the first water course which is found to the north west of the said road, and on both sides by Philippe Parenteau—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pie de Deguire, on the FOURTEENTH day of the month of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said warrant returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 7th February, 1900. Sheriff. 762
[First published, 10th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } CHARLES DESJARDINS, Plaintiff; vs. to wit : No. 596. } ALPHONSE FORGET, Defendant, to wit :

Two lots situate in the second range of the township Morin, in the parish of Sainte-Adèle, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as numbers nineteen and twenty A (19 and 20 A)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the catholic

du village de Sainte-Adèle, dit district, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du Shérif, Shérif,
Sainte-Scholastique, 27 février 1900. 1007
[Première publication, 3 mars 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Province de Québec, } JOSEPH MEDERIC
Trois-Rivières à savoir : } SPENARD, Deman-
No 577. } deur; vs. CLEOPHAS
DELORME, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Théophile, étant le numéro quatre (4), dans le rang sud Saint-Mathieu, et connu et désigné sous le numéro huit cent vingt-sept (827), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur—avec une maison y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif,
Trois-Rivières, 27 février 1900. 1003
[Première publication, 3 mars 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } JOSITHEE LA-
No 426. } COURSIERE, Deman-
demandeur; vs. PIRRE THIFFEAU, Défendeur.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Luc, dans le rang sud-est de la rivière Champlain, étant le lot numéro soixante et dix-huit (78), du cadastre d'icelle paroisse, contenant quarante-sept arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, dans le rang côté sud de la rivière Batiscan, étant le numéro cinq cent cinquante-neuf (559), du cadastre d'icelle paroisse, contenant environ soixante et dix-huit arpents en superficie—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit : l'immeuble en premier lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin; et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif,
Trois-Rivières, 7 février 1900. 719-2
[Première publication, 10 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal
Trois-Rivières, à savoir : } LE CREDIT FON-
No 691. } CIER FRANCO-
CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires en la cité et district de Montréal, Demandeur; vs JOSEPH NAPOLEON LAMY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, dans la concession nord de la Petite Rivière, étant le numéro huit cent trente-sept (837),

church of the village of Sainte-Adèle, said district, on the FOURTH day of APRIL next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's Office, Sheriff,
Sainte Scholastique, 27th February, 1900. 1008
[First published, 3rd March, 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court—District of Three Rivers.
Province of Quebec, } JOSEPH MEDERIC
Three Rivers, to wit : } SPENARD, Plaintiff;
No 577. } vs. CLEOPHAS DE-
LORME, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Theophile, being number four (4), in the range south Saint Mathieu, known and designated as number eight hundred and twenty seven (827), of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, containing three arpents in front by twenty arpents in depth—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Theophile, on FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff,
Three Rivers, 27th February, 1900. 1004
[First published, 3rd March, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } JOSITHEE LACOUR-
No 426. } SLEITE, Plaintiff; vs.
PIERRE THIFFEAU, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Luc, in the range south east of the river Champlain, being lot number seventy-eight (78), of the cadastre of the said parish, containing forty seven arpents in area, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A lot of land situate in the parish of Sainte Genevieve de Batiscan, in the range south side of the river Batiscan, being number five hundred and fifty-nine (559), of the cadastre of the said parish, containing about seventy-eight arpents in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as follows : the lot firstly described at the church door of the parish of Saint Luc, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lot secondly described, at the church door of the parish of Sainte Genevieve de Batiscan, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff,
Three Rivers, 7th February, 1900. 720
[First published, 10th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court—District of Montreal.
Three Rivers, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 691. } FRANCO-CANADIEN,
a body politic and corporate, having its principal office of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs JOSEPH NAPOLEON LAMY, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the concession north of the Petite Rivière, being number eight hundred and thirty

des plan et livre de renvoi officiels du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse—avec maisons et autres dépendances sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 février 1900. 721-2
[Première publication, 10 février 1900.]

Avis Divers

AVIS

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la première publication de cet avis, "The Supreme Council Catholic Benevolent Legion," une association bénéficiaire et bienveillante, ayant son bureau principal dans la ville de Brooklyn, état de New-York, un des États-Unis d'Amérique, et dûment enregistrée et autorisée suivant la loi du dit Etat de New-York, par "An Act concerning Charitable Benevolent and Beneficiary Associations, Societies and Corporation," passé le douzième jour de mai 1881, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59ième année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

Daté ce 1er mars A. D. 1900.

JOHN D. CARROLL,

Secrétaire.

Le Conseil Supreme "Catholic Benevolent Legion"
367-373, rue Fulton,
1047 Brooklyn, New-York E. U. A.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 77.

In re P. A. Papillon, photographe, de la ville de Nicolet, Requéant;

vs

Theophile St-Laurent, marchand, de la ville de Nicolet, Débiteur cédant.

Avis est donné que le vingt-quatrième jour de février 1900, nous soussignés, P. O. Poirier et P. A. Papillon, avons été nommés, par une ordonnance de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, curateurs conjoints aux biens du dit débiteur cédant, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre nos mains, à notre bureau, à Nicolet, P. Q., dans les trente jours de la date du présent avis.

P. O. POIRIER,
P. A. PAPILLON,
Curateurs conjoints.

Trois-Rivières, 24 février 1900. 997

seven (837), of the official plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish —with houses and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, on the TRIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 7th February, 1900. 722
[First published, 10th February, 1900.]

Miscellaneous Notices

NOTICE.

Notice is hereby given that, after the expiration of one month from the first publication of this notice "The Supreme Council Catholic Benevolent Legion," a benevolent and beneficiary association with head office in the city of Brooklyn, State of New-York, one of the United States of America, and duly registered and authorized according to the law of the said State of New-York, under "An Act concerning Charitable, Benevolent and Beneficiary Associations, Societies and Corporations" passed 12th May, 1881, will apply to the lieutenant-governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled: "An Act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies."

Dated this 1st day of March A. D., 1900.

JOHN D. CARROLL,

Secretary.

The Supreme Council Catholic Benevolent Legion,
367-373, Fulton street,
1048 Brocklyn, New-York, U. S. A.

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 77.

In re P. A. Papillon, photographer, of the town of Nicolet, Petitioner;

vs

Theophile St-Laurent, merchant, of the town of Nicolet, Assigning debtor.

Notice is hereby given that by order of the superior court of the district of Three Rivers, on the twenty-fourth day of February, 1900, we the undersigned, P. O. Poirier and P. A. Papillon, have been appointed joint curators to the estate of the said debtor, who has made an assignment of his estate for the benefit of his creditors.

Claims duly attested must be filed at our at Nicolet, P. Q., within thirty days from the date of the present notice.

P. O. POIRIER,
P. A. PAPILLON,
Joint curators.

Three Rivers, 24th February, 1900. 998

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Je donne par le présent avis public que les terrains et emplacements ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, soussigné, en l'hôtel-de-ville des Trois-Rivières, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour les différentes cotisations municipales et scolaires et charges ci-après mentionnées, dues à la corporation de la cité des Trois-Rivières et aux commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, imposées sur les lots et terrains ci-après désignés, tous situés dans la dite cité ; à moins que toutes et chacune des dites charges et cotisations quelconques ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus fixé pour la vente.

THE CORPORATION OF THE CITY OF TREE RIVERS.

I do hereby give notice that the undermentioned lots of land will be sold by public auction, in the office of the undersigned, secretary-treasurer, at the city hall of Three Rivers, on MONDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school assessment and other charges hereinafter mentioned, due to the corporation of the city of Three Rivers and to the school commissioners of the city of Three Rivers, and imposed on said lots, all situated in the said city ; unless all and each of the said charges or assessments be paid, with costs, before the day above mentioned for the sale.

NOMS ET DESIGNATIONS.	No du cadastre officiel d'enregistrement.	DETTES.	Montant
NAMES AND DESIGNATIONS.	Number of official cadastre.	DEBTS.	Amount.
Eugène Buisson.—Un emplacement situé au coin nord-est des rues Des Côteaux et Lejeune—sans bâtisse.— One lot situate on north east corner of Des Coteaux and Lejeune streets—without building.	977	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	\$5 15 4 51 \$9 66
Dame Téléphore Girard, (Marie Doneau).—Un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marguerite ; borné en front au sud-ouest par une petite ruelle, en profondeur au nord-est par les Nos 952 et 956, d'un côté au sud-est par le No 954, et de l'autre côté au nord-ouest par le No 957 du cadastre—avec bâtisses.—One lot situated on Sainte Marguerite road ; bounded in front on south west by a little alley, in depth on north east by Nos. 952 and 956, on south east side by No. 954, and on north west side by No. 957 of cadastre— with buildings.	955	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	7 00 3 41 \$10 41
Joseph Héroux et Alfred Héroux.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Saint-Philippe—avec bâtisses. One lot situated on north west side of Saint Philippe street— with buildings.	428	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	11 63 4 38 \$16 01
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame—sans bâtisse.—One lot situated on north west side of Notre Dame street—without building.	468	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	46 47
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame—sans bâtisse.—One lot situated on north west side of Notre Dame street—without building.	466	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	164 54

James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-est du chemin Des Forges, sur le Côteau Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières—sans bâtisse.—One lot situated on north east side of Des Forges road, on the Coteau Saint Louis, in the city of Three Rivers—without building.	107	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	10 97
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté sud-ouest du chemin Des Forges, sur le Côteau Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières—sans bâtisse.—One lot situated on south west side of Des Forges road, on the Coteau Saint Louis, in the city of Three Rivers—without building.	1100	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	17 04
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé au coin nord-est des rues Des Forges et Saint-Olivier, d'environ 46 pieds de front par environ 104 pieds de profondeur ; borné au front au sud-ouest par la rue Des Forges, en profondeur au nord-est par partie du No 793, appartenant à Emile Pratte, d'un côté au sud-est par la rue Saint-Olivier, et de l'autre côté au nord-ouest par le No 795 du cadastre—avec bâtisses.—One lot situated on north east corner of Des Forges and Saint Olivier streets, of about 46 feet width by 104 feet in depth ; bounded in front on south east by Des Forges street, in depth on north east by part of No 793, belonging to Emile Pratte, on south east side by Saint Olivier street, and on north west side by No. 795 of cadastre—with buildings.	Partie No 793.— Part of No. 793.	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	135 72

Les terrains ci-dessus grevés d'une rente constituée envers la corporation de la cité des Trois-Rivières seront vendus à la charge de la dite rente constituée.

L. T. DESAULNIERS,

Secrétaire-trésorier du conseil de la cité des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 8 janvier 1900.

611-12

The above lots charged with a constituted rent to the corporation of the city of Three Rivers, are to be sold subject to the said rent.

L. T. DESAULNIERS,

Secretary-treasurer of the city council of Three Rivers.

Three Rivers, 8th January, 1900.

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir

Canton Ashuapmouchouan.

Lot 29, du 6e rang, à Alex. Fraser, fils.

Canton Fournier.

Lot 14, du 4e rang, à Jos. Sénéchal.

Canton Cabano.

Lot 23, du 11e rang, à Aug. Bérubé.

12e rang.

Lot 18, à Jos. Marquis.

Lot 19, à Jos. Nadeau, fils.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 3 mars 1900.

1045

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporations.

Dans le comté de Beauce, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la Mission de Saint-Ludger.

Dans le comté de Dorchester, le cercle agricole ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la Mission de Saint-Nazaire de Buckland.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissaire de l'Agriculture.

Québec, 2 mars 1900.

1049

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Ashuapmouchouan.

Lot 29, of 6th range, to Alex. Fraser, jr.

Township Fournier.

Lot 14, of 4th range, to Jos. Sénéchal.

Township Cabano.

Lot 23, of 11th range, to Aug. Bérubé.

12th range.

Lot 18, to Jos. Marquis.

Lot 19, to Jos. Nadeau, jr.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 3rd March, 1900.

1046

AGRICULTURE DEPARTMENT.

Public notice is hereby given that the farmers' clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of these clubs which are hereby constituted in corporations.

In the county of Beauce, the following club is authorized under the following name, to wit :

Farmer's club of the Mission of Saint Ludger.

In the county of Dorchester, the following club is authorized under the following name, to wit :

Farmer's club of the Mission of Saint-Nazaire of Buckland.

F. G. MIVILLE DECHENE,
Commissioner of Agriculture.

Quebec, 2nd March, 1900.

1050

**Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 9**

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 637.

AVIS : — Association des barbiers de la province de Québec, 650.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des — Assemblée législative, 643 ; Conseil législatif, 642.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre Louis S. Margolèse à la pratique du droit, 645 ; Horace J. Beemer, 646.

DEMANDE : — Autorisation à faire des affaires, — The Supreme Council Catholic Benevolent Legion, 671.

ERRATUM : — A la page 544, 646.

FAILLIS : — Côté, 654 ; Coutu, 655 ; Desjardins & Viens, 656 ; Leblanc & Frère, 654 ; McKenney, 655 ; O'Malley, 655 ; Pallascio, 654 ; St. Laurent, 671 ; Trudel & Cie, 655 ; Vincent, 655.

LETRES PATENTES, DEMANDE DE : — Colin McArthur & Co., 652 ; La Cie électrique de Plessisville, 651 ; Saint Lawrence Distilling Coy, 651 ; The Calcibide Gas Machine Coy, 653 ; The Malted Cereals Coy, 652 ; The E. Z. Shoe System Co., 650.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'ériger en : — Sainte-Anne de Noue, 638.

PROCLAMATION : — Annexion partie de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, à la paroisse Saint-Lin, 637.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Beauchemin vs Girard, 648 ; Beaudin vs Chaput, 649 ; Bouthillier vs Vincent, 647 ; Brunet vs Deslauriers, 646 ; Dauplaise vs Parenteau, 648 ; Daveluy vs Lamy, 647 ; Dupras vs Bonhomme, 647 ; Gascon vs Chassé, 648 ; Grenier vs Bonnette, 648 ; Keough vs Lauzon, 647 ; Lacroix vs Larin, 647 ; Ledoux vs Dextraze, 649 ; Lyford vs Stearns, 649 ; McClave vs Bulmer, 649 ; Rochon vs Lefebvre, 647 ; Sylvestre vs Brouillet, 648 ; Trudeau vs Vincent, 648.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Kane vs McLeod, 649.

SOCIÉTÉ DISSOUE : — A. Chaplin & F. L. M. Chaplin, 654.

TERRES DE LA COURONNE : — Avis de cancellation, etc. : — Cantons Ashuapmouchouam, 674 ; Cabano, 674 ; Calumet Island, 639 ; Doncaster, 639 ; Fournier, 674 ; Morin, 639.

TRANSPORT DU BUREAU PRINCIPAL : — Cie de Téléphone de Bellechasse, 650.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 639.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES : — Corporation de la cité des Trois-Rivières, 672.

VENTE D'ARTICLES NON RÉCLAMÉS : — Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, 653.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 9**

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c, 637.

NOTICE : — Barbers' association of the province of Québec, 650.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 643 ; Legislative Council, 642.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — To admit Louis S. Margolèse to practice of law, 645 ; Horace J. Beemer, 646.

DEMANDE : — Authorization to carry on business, — The Supreme Council Catholic Benevolent Legion, 671.

ERRATUM : — To the page 544, 646.

INSOLVENTS : — Côté, 654 ; Coutu, 655 ; Desjardins & Viens, 656 ; Leblanc & Frère, 654 ; McKenney, 655 ; O'Malley, 655 ; Pallascio, 654 ; St. Laurent, 671 ; Trudel & Cie, 655 ; Vincent, 655.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Colin McArthur & Co., 652 ; La Cie électrique de Plessisville, 651 ; Saint Lawrence Distilling Coy, 651 ; The Calcibide Gas Machine Coy, 653 ; The Malted Cereals Coy, 652 ; The E. Z. Shoe System Coy, 650.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to erect in : — Sainte Anne de Noue, 638.

PROCLAMATION : — Annexation part of the parish of Saint Roch de l'Achigan, to the parish Saint Lin, 637.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Beauchemin vs Girard, 648 ; Beaudin vs Chaput, 649 ; Bouthillier vs Vincent, 647 ; Brunet vs Deslauriers, 646 ; Dauplaise vs Parenteau, 648 ; Daveluy vs Lamy, 647 ; Dupras vs Bonhomme, 647 ; Gascon vs Chassé, 648 ; Grenier vs Bonnette, 648 ; Keough vs Lauzon, 647 ; Lacroix vs Larin, 647 ; Ledoux vs Dextraze, 649 ; Lyford vs Stearns, 649 ; McClave vs Bulmer, 649 ; Rochon vs Lefebvre, 647 ; Sylvestre vs Brouillet, 648 ; Trudeau vs Vincent, 648.

SEPARATIONS FROM BEDAND BOARD : — Dms Kane vs McLeod, 649.

PARTNERSHIP DISSOLVED : — A. Chaplin & F. L. M. Chaplin, 654.

CROWN LANDS : — Notice of cancellation, &c. : — Townships Ashuapmouchouam, 674 ; Cabano, 674 ; Calumet Island, 639 ; Doncaster, 639 ; Fournier, 674 ; Morin, 639.

CHANGING OF CHIEF OFFICE : — Cie de Téléphone de Bellechasse, 650.

SALE OF TIMBER LIMITS 639.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES : — Corporation of the city of Three Rivers, 672.

SALE OF ARTICLES OF UNCLAIMED BAGGAGE : — Canadian Pacific Railway Coy, 653.

VENTES PAR LES SHERIFS :

- BEAUCE :—Boissonnault vs Boissonnault, 656.
- BEDFORD :—Racicot vs Benjamin, 656.
- CHICOUTIMI :—Bouchard vs Bouchard, 657.
- GASPÉ :—The Union Furniture and Merchandise Coy vs Campbell *et al*, 657.
- IBERVILLE :—Sabourin vs Miller, 658.
- JOLIETTE :—Dme Roy vs Trevisse *et al*, 659.
- MONTREAL :—Archambault *et al* vs Dme Jessie Smith, 660 ; Berard & Brodeur vs Desaulniers, 659 ; Constant vs Balthazard, 660 ; Demers *et al* vs Berthelette, 663 ; Dme Macdonell vs Henderson, 661 ; Dlle Cousineau vs Gohier, 661 ; Masson *et al* vs Rafter, 664 ; Strathcona (baron) *et al* *ès qual.* vs Baxter, 662 ; The Alaska Commercial Coy vs Guerin, 663 ; The Sun Life Assurance Company vs Mandeville *et al*, 659 ; Trust & Loan Company vs Cousineau *et al*, 660.
- OTTAWA :—The Plano Manufacturing Coy vs Green, 665.
- PONTIAC :—McKenzie *et al* vs Dme McVeigh, 665.
- QUÉBEC :—Dme Lampson *et al* vs Dlle Bernier, 667 ; Gagnon vs Hamel *et al*, 666 ; Gagnon vs Hamel *et al*, 666 ; La cité de Québec vs Alain, 667 ; Marchildon vs Barabé, 667.
- RICHELIEU :—Gill vs Dme O'Heir, 668 ; Martel vs Martel, 669.
- TROIS-RIVIÈRES :—Desjardins vs Forget, 669 ; Lacourcière vs Thiffeau, 670 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Lamy, 670 ; Spenard vs Delorme, 670.

SHERIFF'S SALES :

- BEAUCE :—Boissonnault vs Boissonnault, 656.
- BEDFORD Racicot vs Benjamin, 656.
- CHICOUTIMI :—Bouchard vs Bouchard, 657.
- GASPÉ :—The Union Furniture and Merchandise Coy vs Campbell *et al*, 657.
- IBERVILLE :—Sabourin vs Miller, 658.
- JOLIETTE :—Dme Roy vs Trevisse *et al*, 659.
- MONTREAL :—Archambault *et al* vs Dme Jessie Smith, 660 ; Berard & Brodeur vs Desaulniers, 659 ; Constant vs Balthazard, 660 ; Demers *et al* vs Berthelette, 663 ; Dme Macdonell vs Henderson, 661 ; Dlle Cousineau vs Gohier, 661 ; Masson *et al* vs Rafter, 664 ; Strathcona (baron) *et al* *ès qual.* vs Baxter, 662 ; The Alaska Commercial Coy vs Guerin, 663 ; The Sun Life Assurance Company vs Mandeville *et al*, 659 ; Trust & Loan Company vs Cousineau *et al*, 660.
- OTTAWA :—The Plano Manufacturing Coy vs Green, 665.
- PONTIAC :—McKenzie *et al* vs Dme McVeigh, 665.
- QUÉBEC :—Dme Lampson *et al* vs Dlle Bernier, 667 ; Gagnon vs Hamel *et al*, 666 ; Gagnon vs Hamel *et al*, 666 ; La cité de Québec vs Alain, 667 ; Marchildon vs Barabé, 667.
- RICHELIEU :—Gill vs Dme O'Heir, 668 ; Martel vs Martel, 669.
- THREE RIVERS :—Desjardins vs Forget, 669 ; Lacourcière vs Thiffeau, 670 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Lamy, 670 ; Spenard vs Delorme, 670.